

# OPÉRATION TURQUOISE

En 1994, 800 000 Tutsi du Rwanda furent victimes d'un véritable génocide. Avec eux périrent des dizaines de milliers de Hutu opposés aux massacres. La France mit tout en œuvre pour convaincre l'ONU d'envoyer une force de paix pour tenter de mettre fin à la tragédie. Ce fut l'opération Turquoise, placée sous le commandement du général français Jean-Claude Lafourcade. Pour ses hommes, tous soldats aguerris, le contact journalier avec l'horreur fut une épreuve à laquelle aucune formation ne les avait préparés.

C'est cette intervention que rapporte ici le général. Il expose les motifs qui ont conduit la France à agir au Rwanda, il décrit la mission qu'il estime avoir remplie le mieux possible et les conditions dans lesquelles vécurent les hommes engagés dans cette histoire dramatique.

En écrivant sa vérité, quoi qu'il lui en coûte, le général Lafourcade a voulu réfuter haut et fort les très graves mises en cause dont furent l'objet les militaires français, accusés par le gouvernement de Kigali d'avoir choisi un camp contre un autre, d'avoir perpétré des horreurs, et même de s'être rendus complices de génocide. Non, les soldats français et leur chef n'ont pas à rougir de leur action au Rwanda, même s'ils ne sont guère soutenus par les autorités politiques actuelles.

*Le général de corps d'armée Jean-Claude Lafourcade, saint-cyrien appartient aux troupes de marine au sein desquelles il a servi comme parachutiste. Il a commandé les forces armées en Nouvelle-Calédonie, puis la force d'action terrestre de Lille. Il fait partie du cadre de réserve depuis 2003.*

*Guillaume Riffaud est journaliste.*

978-2-262-03128-2



9 782262 031282

www.editions-perrin.com

18 €

Prix France TTC

OPÉRATION TURQUOISE

GÉNÉRAL JEAN-CLAUDE LAFOURCADE  
Guillaume Riffaud

GÉNÉRAL  
JEAN-CLAUDE LAFOURCADE

Guillaume Riffaud

# OPÉRATION TURQUOISE

Rwanda, 1994

PERRIN

PERRIN

lors du coup d'Etat de 1973. A leur tête, le « brillant » général Kagamé est décidé à prendre le pouvoir sur tout le pays. C'est une armée révolutionnaire : discipline de fer, combattants acharnés, méthodes radicales et exactions sans états d'âme... Ils nous voient comme des ennemis et nous menacent explicitement d'engager les combats si nous intervenons. Comme face aux FAR, notre attitude sera l'impartialité. Nous n'irons pas nous battre contre eux. Mais nous ferons ce qu'il faut si nécessaire... D'ores et déjà, il ne faut pas se tromper : ce n'est pas parce que le FPR est essentiellement composé de Tutsi qu'il représente tous les Tutsi. La majorité des membres du FPR sont peut-être de la même ethnie que les victimes du génocide, ce n'en est pas moins une force rebelle aux méthodes non conventionnelles dont l'objectif est la conquête du pouvoir.

Au niveau politique, nous n'avons pas davantage d'appui solide sur le terrain. Depuis l'attentat du 6 avril contre l'avion du président Habyarimana, il n'y a plus vraiment de gouvernement légitime. Nous devons faire avec le GIR, Gouvernement intérimaire rwandais et légal, que l'on soupçonne déjà d'être le complice, si ce n'est l'instigateur, des massacres envers les Tutsi et les Hutu modérés. Et s'il n'a pas été directement responsable, il ne

fait rien pour stopper l'horreur. Alors, même si nous devons prendre en compte sa présence et sa gestion pitoyable de l'appareil administratif, il est à nos yeux déjà disqualifié\*.

Ainsi donc, sur le terrain, nous n'avons ni ennemis ni alliés clairement identifiables, en dehors des forces très restreintes de l'ONU. Celles-ci sont dirigées par le général canadien Roméo Dallaire dont les déclarations vis-à-vis de la France sont pour le moins ambiguës. Nous y reviendrons. Autre complication, nous n'avons plus qu'une vingtaine d'hommes sur place à l'ambassade de France à Kigali.

En effet, depuis les accords d'Arusha, négociés par étapes mais dont la signature définitive date du 4 août 1993, la France a retiré ses troupes du Rwanda. Ces accords devaient mettre un terme à la guerre civile qui ensanglantait le pays depuis 1990, favoriser l'intégration des Tutsi dans le gouvernement et dans l'armée, passer d'un parti unique au multipartisme et à la démocratie... Sur le papier, c'était une véritable réussite de la diplomatie ! La France, dans la droite ligne du discours de François Mitterrand à La Baule

\* Ce gouvernement sera reconnu par l'ONU jusqu'à la mi-juillet, puis à mesure que les preuves de sa responsabilité abonderont, tout le monde se détournera de ses membres avant de demander leur arrestation.

en juin 1990, affirmait vouloir conditionner l'aide au développement à la démocratisation. Il était donc normal que, après le succès d'Arusha, notre pays retire ses troupes. Elle n'avait plus rien à faire militairement là-bas. Pensions-nous que la démocratie avait gagné? En tout cas, c'est ainsi depuis le 15 décembre 1993 : nous ne sommes plus présents au Rwanda au moment du début du génocide. A l'heure où l'amiral Lanxade me parle, il nous est donc très difficile d'obtenir des informations sur ce qui se passe sur le terrain, car nous n'avons pas de relais militaire fiable sur place en dehors de la capitale Kigali.

La France vit alors sous le régime de la cohabitation. François Mitterrand, socialiste, est président de la République pour un deuxième septennat depuis 1988. Il est le chef des armées. Edouard Balladur, RPR, Premier ministre, a été porté au pouvoir par le raz de marée bleu de mars 1993. François Léotard, UDF, est ministre de la Défense, Alain Juppé, RPR, est aux Affaires étrangères. Les uns et les autres ne partagent pas forcément la même vision du rôle de la France dans le monde et plus particulièrement en Afrique. Les militaires ne font pas de politique et sont soumis à la volonté des représentants du peuple français. Nous devons donc prendre en compte cette situation. Deux options sont à

l'étude : une intervention de grande ampleur pour tout arrêter, par la force si nécessaire. Ou bien une intervention strictement humanitaire, menée par l'armée pour qu'elle soit respectée par tous les belligérants, depuis un pays voisin comme le Zaïre ou le Burundi, et très limitée dans le temps. Cette solution a la préférence du Premier ministre. Il est fort probable que celle-ci soit retenue.

Une autre solution est celle que défend Bernard Kouchner, se rendre directement à Kigali, la capitale. L'idée est complètement insensée! Pourquoi? Parce que nous serions immédiatement soupçonnés de néocolonialisme et de vouloir maintenir ou rétablir au pouvoir ceux qui sont les responsables du génocide. Parce que le FPR, pour qui nous sommes des ennemis, nous prendrait immédiatement pour cible et que nous serions, paradoxe, obligés de combattre des Tutsi. Parce que, enfin, les autres membres du Conseil de sécurité de l'ONU s'y opposeraient et que nous avons absolument besoin de la légitimité d'une résolution.

Mais pourquoi, alors, dans ce contexte hostile à la France, les autres puissances n'interviennent-elles pas? Le temps passe et chaque minute fait plus de victimes... Lâcheté, indifférence? La situation ressemble à un vrai « merdier », ce qui ne rassure pas les nations occidentales qui auraient

Nous traversons les couloirs du ministère et nous enfonçons maintenant dans les sous-sols. Il faut franchir plusieurs barrages de sécurité avant de pouvoir pénétrer dans le système nerveux de l'armée française, le COIA, le Centre opérationnel interarmées, qui ressemble à ce que vous imaginez sans doute : des cartes gigantesques projetées sur les murs sur lesquelles des hommes en uniforme posent des sigles de toutes les couleurs pour signaler les conflits, le positionnement des troupes alliées, des nôtres, des adversaires... Partout des écrans, des ordinateurs dernière génération, des postes de télécommunication cryptée... Evidemment, il est plus facile d'y entrer quand on est impliqué dans les opérations en cours. Cependant, même avec des étoiles de général, il faut à tout moment justifier son identité et montrer les papiers nécessaires. Les portes sont blindées, le lieu totalement insonorisé – aucun bruit n'en sort involontairement – et, bien sûr, on y est à l'abri de toute radiation. C'est là qu'on travaille à la planification des conflits dans les situations d'urgence, et surtout qu'on les gère au jour le jour. C'est aussi d'ici qu'on commande la force de dissuasion nucléaire. Toute opération de l'armée française en cours est reliée d'une manière ou d'une autre à ce poste de commandement central, sous l'autorité de l'Élysée.

La réunion se tient dans un bureau sobre et calme. Autour de la table sont présents les généraux Germanos, sous-chef opération de l'état-major, et Dubost, chef du Centre opérationnel interarmées, ainsi que le CEMA, le ministre et moi. Une fois encore nous allons droit au but, pas de langue de bois ni de circonlocutions. Les militaires présents dans la salle sont tous de très haut niveau et ont servi sous de multiples latitudes : on peut se passer de grands discours. Je sais que François Léotard est très réservé quant à cette opération, mais, en grand serviteur de l'Etat, il en assume pleinement la responsabilité. Il nous expose donc avec clarté les quatre axes incontournables de l'opération Turquoise pour le gouvernement qu'il représente : nous interviendrons dans le cadre de l'ONU – la coalition sera internationale –, nous chercherons à tout prix une dimension européenne à notre mission, nous devons prendre en compte la diplomatie régionale. L'impartialité de notre intervention est non négociable.

Ce jour-là commence réellement notre travail. Il nous revient, à nous militaires, de constituer une force crédible avec des éléments de l'armée française stationnés en France et déployés un peu partout dans le monde. Il nous faut aussi convaincre nos homologues alliés de se joindre à nous ou

une anxiété que je ne laisse pas transparaître. Rien ne doit peser sur mes hommes de mes doutes ou de mes inquiétudes. Non, vraiment, aucune légèreté n'éclaire les visages fermés des officiers qui m'entourent en ce 24 juin 1994 au matin.

Dans la nuit du 22 au 23 juin, le Conseil de sécurité de l'ONU a approuvé la résolution 929, nous donnant mandat pour « assurer de manière impartiale la sécurité et la protection des populations menacées » au Rwanda. Une dernière fois je suis passé dans le bureau de l'amiral Lanxade pour y recevoir mes ordres définitifs. Ils sont récapitulés dans un document que me transmet le CEMA et dont voici les grandes lignes :

Situation : L'assassinat des présidents rwandais et burundais survenu à Kigali le 6 avril 1994 a déclenché une nouvelle fois de très graves affrontements interethniques.

Le Front patriotique rwandais (FPR) a repris les hostilités contre les Force armées rwandaise (FAR), en invoquant la défense des populations tutsi massacrées.

Les forces du FPR ont conquis en deux mois toute la partie est du pays, jusqu'à la ligne Ruhengeri-Shyorong au nord, et Kigali-Gitarama-Nyanza au centre.

Le FPR semble maintenant faire effort sur les directions Kigali-Kibuye et Kigali-Butare, en vue de couper en deux la partie ouest du pays encore sous contrôle gouvernemental, et d'autre part de contrôler l'axe principal reliant la capitale rwandaise au Burundi.

Dans la zone dite gouvernementale, les bandes formées de civils ou de militaires hutu incontrôlés continuent à massacrer les Tutsi, exhortés à la défense nationale par les chefs de milices.

Bien que la situation soit moins bien connue dans sa zone, il semble que le FPR se soit également livré à des exécutions sommaires et à des actions d'« épuration » à l'encontre des Hutu.

Plusieurs centaines de milliers de personnes d'ethnies hutu et tutsi ont été exterminées, un nombre plus grand encore erre pour fuir les tueries. Certains de ces survivants ont trouvé un asile précaire dans des camps placés sous la protection symbolique d'organisations caritatives ou de congrégations religieuses. D'autres se terrent dans les villes et les campagnes en attendant la fin des combats et des tueries. Tous souffrent d'épidémies, de malnutrition et parfois de blessures nécessitant soins et médicaments.

A Kigali, les quatre cents casques bleus de la MINUAR ne seront pas efficacement renforcés avant un ou deux mois. Le cessez-le-feu instauré le 15 juin après-midi a été rompu dès le matin du 16 par le pilonnage des mortiers du FPR tirant sur

le centre-ville. Au milieu de ces bombardements, la MINUAR négocie au jour le jour des cessez-le-feu permettant de ramener des réfugiés hutu et tutsi dans des zones où ils sont moins menacés.

Mission : mettre fin aux massacres partout où cela sera possible, éventuellement en utilisant la force.

Etre en mesure de passer le relais à la MINUAR II le moment venu.

Règles de comportement : adopter une attitude de stricte neutralité vis-à-vis des différentes factions en conflit; insister sur l'idée que l'armée française est venue pour arrêter les massacres mais non pour combattre le FPR ni soutenir les FAR afin que les actions entreprises ne soient pas interprétées comme une aide aux troupes gouvernementales.

Manifester la détermination de la France dans cette action, tout en cherchant à favoriser l'amorce d'un véritable dialogue entre les belligérants. Marquer si nécessaire par l'usage de la force la volonté française de faire cesser les massacres et de protéger les populations.

Commandement : Le général Lafourcade est désigné commandant de la force (COMFOR). Il reçoit directement ses ordres du chef d'état-major des armées.

Responsabilité... Le mot prend tout son sens. Nous étions à Roissy aux aurores, nous serons

au crépuscule en Afrique centrale : deux mondes, deux univers si différents. Déjà nous avons revêtu notre tenue de combat, treillis vert armée et rangers aux pieds. Nous portons notre arme à la ceinture.

Une fois l'altitude stabilisée, nous nous mettons au travail. Chacun sort ses cahiers et ses stylos. On étale des cartes sur une table. Nous sommes dans une carlingue sans hublots, habillée de parements rudimentaires avec un éclairage blafard. Seule une trentaine de sièges sur lesquels sont assis les hommes de mon état-major permettent de voyager dans des conditions un peu différentes du matériel en soute. Nous naviguons à bord d'un ancien avion de l'Armée rouge : situation presque cocasse et inimaginable il y a cinq ans à peine. La France n'a pas les moyens de transport adaptés à une si grosse opération loin de tout littoral. Nos Transall C-160 et nos Hercule C-130 ne permettent d'embarquer que 40 tonnes au maximum. Nous avons demandé aux Américains de nous prêter leurs Lockheed C-5 Galaxy. Ces gros porteurs utilisés d'habitude pour les opérations de l'OTAN auraient été parfaits pour acheminer en des temps limités les hôpitaux de campagne, les véhicules, l'aide alimentaire ou encore les 2500 hommes que nous avons prévu de projeter à Goma, à la frontière avec le Rwanda. Mais nos alliés de toujours nous ont fait défaut. Depuis le

début du génocide, ils se sont opposés implicitement, même s'ils ont fini par voter la résolution 929, à ce que la France intervienne. Je suis déçu par leur attitude. Nous parlons de vies humaines, pas de diplomatie ! Que la politique de la France leur déplaise, soit. Mais refuser d'aider un allié qui s'engage pour faire arrêter des massacres de civils...

Finalement, nous avons réussi à négocier une solution de rechange avec des Ukrainiens qui exploitent des Antonov 124 de l'ex-URSS. Les prix pratiqués par les marchands d'armes qui tirent profit des stocks de l'ancien bloc de l'Est sont exorbitants, mais nous n'avons pas eu le choix. Il fallait faire vite. Ces cargos des airs ont l'immense avantage de pouvoir transporter plus de 170 tonnes de matériel, un record. Si nous ne sommes pas trop regardants sur le confort, nous craignons davantage le manque de fiabilité des machines et leurs pilotes. Notre méfiance nous sauvera la mise. Plusieurs heures après le décollage, alors que nous survolons l'Afrique, l'un d'entre nous part vérifier que tout se passe bien. Heureusement ! Parce que les conditions y seraient meilleures, nos pilotes ont prévu d'atterrir à Entebbe, en Ouganda, le pays qui soutient le plus activement le FPR de Kagamé ! Juste à temps, nous évitons une bourde diplomatique sans précédent. Et après quelques explications

rugueuses avec les pilotes dans un anglais rudimentaire, nous nous dirigeons vers Libreville, au Gabon, pour une escale nécessaire.

Demain, nous serons au Zaïre. Alors, l'opération Turquoise aura démarré, nous aurons plongé. Dans l'avion, mon état-major, animé par le colonel Lureau, un camarade de promotion à Saint-Cyr, prend note de mes instructions. C'est ainsi qu'est rédigé l'ordre d'opération\*. Je donne les grandes lignes et vérifie ensuite les détails. Ce document essentiel fixe le cadre de l'intervention pour les hommes, et notamment les règles d'engagement et de comportement au combat. J'ai personnellement insisté pour que Turquoise soit placée sous le chapitre VII de la Charte des Nations unies et nous l'avons obtenu de l'ONU. Il nous donne l'autorisation d'utiliser la force pour remplir la mission. Ainsi, nous ne serons pas les simples témoins de l'horreur. Le chapitre VI, couramment utilisé dans les années 1980 pour les missions internationales, limitait en effet l'emploi des armes à la légitime défense. Depuis les expériences douloureuses du Liban et de l'ex-Yougoslavie, nous souhaitons avoir les moyens d'intervenir efficacement. En contrepartie, nous devons

\* Voir la reproduction de l'ordre d'opération en annexe de cet ouvrage, p. 193.

garantir une maîtrise parfaite de la violence « légitime ». Si mes ordres ne sont pas assez précis, si nos objectifs ne sont pas évidents pour nos soldats, et si notre détermination n'est pas affirmée, nous prenons le risque de dérapages. Ils sont inconcevables pour d'évidentes raisons morales, mais aussi parce que la crédibilité de la France est en jeu. Je suis le commandant, ma responsabilité est directement engagée.

Les soldats français ne sont pas seulement de bons combattants. Ils ont aussi reçu une éducation civique dès le plus jeune âge dans nos écoles puis dans nos unités. Ils ont des valeurs, des principes. Les droits de l'homme sont intégrés, oui, mais... face au pire, quelle sera leur réaction ? Devant un tueur d'enfants à la machette, la tentation de la justice expéditive peut être forte. Je n'ai jamais vu cela dans les unités que j'ai commandées, mais mieux vaut prévenir. La guerre réveille parfois chez l'homme des instincts brutaux. C'est aussi mon rôle d'anticiper ces problèmes. Les conditions climatiques, la chaleur, l'éloignement, la fatigue, la confrontation avec les charniers, la peur, peuvent toujours exacerber les esprits plus sensibles. Je sais ma fermeté nécessaire. Sur le terrain, je gère tranquillement mon émotivité, je la tiens à bonne distance, mais je garde mon sang-froid. Face à l'horreur de certains massacres peut

venir l'envie d'éliminer les assassins. Mais aucun écart à la légalité républicaine n'est négociable. L'homme a besoin de la loi pour être un peu plus humain. Il me revient d'obtenir que jusqu'au plus bas échelon cela soit dit, entendu et respecté.

D'autres questions se posent : que fait-on en cas de rencontre avec le FPR ? Quelle doit être l'attitude d'une patrouille si elle croise des miliciens interahamwes ? Que répondre aux FAR qui demandent de l'aide ? Quelles sont les priorités ? Dans quelles conditions peut-on utiliser les armes plus lourdes comme les canons de 90 mm de nos automitrailleuses ? Je dois donner des réponses précises et cohérentes. A travers l'ordre d'opération, je transmets l'orientation politique et juridique de notre mission. En composant la Force Turquoise, nous avons sélectionné des unités qui avaient été engagées au Rwanda entre 1990 et 1993 dans le cadre de nos accords d'assistance militaire avec ce pays. Je les ai choisies afin de profiter de leur connaissance des mentalités locales. Mais je suis lucide : ces soldats loyaux ont pour certains noué de véritables liens d'amitié avec des membres des FAR. Ils pourraient être tentés, de bonne foi, d'avantager leurs anciens camarades. D'autant que le crime de génocide n'est pas facilement imaginable, qu'il n'est pas naturel de soupçonner du crime le plus grave ceux que l'on

a «instruits». Mon rôle est d'affirmer que la donne a changé : les FAR ne sont plus nos alliés et nous ne venons pas «casser» du FPR. Nous arrêterons les FAR qui ont participé aux massacres, nous nous battons contre eux s'ils s'opposent. Là encore, c'est non négociable. Il faudra le répéter sans doute.

C'est dans cet esprit que, dès les premiers jours de Turquoise, le lieutenant-colonel Hogard, responsable du secteur sud, va montrer ses qualités d'officier. A Cyangugu, cet officier légionnaire interviendra juste à temps pour stopper une bavure intolérable : des militaires tchadiens, arrivés depuis peu en renfort, avaient fait prisonniers des miliciens hutu suspectés de massacres. Ils s'apprêtaient à les fusiller sans procès quand l'officier français est intervenu. Aucune excuse, certes, pour ces génocidaires, mais le droit à une justice digne de ce nom vaut pour tous, même pour les plus infâmes criminels. Les miliciens seront placés en détention et nos alliés africains recadrés.

Les militaires le savent bien : pour éviter d'avoir à utiliser la force, le meilleur moyen est de miser préalablement sur la dissuasion. C'est pour cette raison que nous avons décidé, lors de la préparation de l'opération, de nous doter d'une puissance de feu impressionnante. Avec

2500 hommes entraînés, dont certains issus de nos troupes d'élite, nous sommes en mesure d'infliger des pertes sévères à quiconque s'opposerait à notre mission. Dans notre jargon, nous appelons ça une force robuste. Des Mirage F1 et des Jaguar, deux types d'avions qui peuvent servir tout autant à la reconnaissance qu'au bombardement, ont été déployés. Pour les utiliser, il me faut l'autorisation du président de la République, mais nous avons ainsi les moyens de neutraliser les armées FAR et FPR en quelques heures. Notre force aérienne nous permettrait même de détruire le poste de commandement de l'une ou l'autre de ces armées. Les miliciens hutu doivent ainsi comprendre rapidement que leur entreprise d'extermination des Tutsi ne peut continuer sous peine de graves représailles.

Je sais que pour certains civils il peut être difficile d'accepter ce principe de dissuasion. Jusqu'où doit-on aller? Comment éviter l'escalade? Mais depuis plus de deux mois, les conséquences de l'apathie de la MINUAR, les troupes de l'ONU présentes au Rwanda, sont tristement éloquents. Qu'ont-elles fait pour stopper les massacres? Face au mal qui se déchaîne, les déclarations d'intention ne suffisent plus. Il faut se faire entendre. La même impuissance de l'ONU n'a-t-elle pas permis tant d'ignominies en ex-Yougoslavie? Et

## *Opération Turquoise*

si on remonte plus loin dans l'Histoire, les nazis n'ont-ils pas profité des faiblesses de nos pays pour envahir l'Autriche, les Sudètes, la Pologne, et propager ainsi leurs crimes en Europe? Les militaires n'ont pas bonne presse quand ils invoquent la nécessité de la puissance. Ils ne désirent pourtant pas moins la paix que d'autres. Est-ce du cynisme? La raison du plus fort est-elle toujours la meilleure? Non. Au fond de moi, je sais très bien ce qui commande notre présence ici. Je ne brandis pas avec légèreté les armes les plus meurtrières, mais je veux arrêter les massacres, vite, et protéger mes hommes.

Après une courte nuit à Libreville, sur les côtes du golfe de Guinée, nous remontons dans le même Antonov en direction de Goma. Nous survolons le «Congo-Brazzaville» et traversons l'immense Zaïre jusqu'à son extrémité est, en bordure du lac Kivu. Notre avion vient se coller au bitume de la courte piste de Goma. Nous sommes le 25 juin 1994 en fin de matinée. La frontière rwandaise est à quelques centaines de mètres. Tout est à faire.

4

## Indésirables

Chaleur africaine. Je suis fatigué par le vol et encore assourdi par l'atterrissage. A la descente de l'avion, une horde de journalistes se rue sur moi. Ils sont une vingtaine et majoritairement étrangers : CBS, BBC... Je vois les logos sur des autocollants. Les caméras fixent mes gestes et les micros se tendent vers mon visage. Je suis assailli par les questions. «Etes-vous venus reprendre le Rwanda? Allez-vous combattre le FPR? Venez-vous aider les FAR?» Je ne sais pas trop où donner de la tête dans cet exercice pour lequel j'ai peu d'expérience. J'aurais bien aimé prendre le temps d'atterrir, vraiment. En levant les yeux, j'aperçois quand même au loin les fumerolles sur le volcan Nyiragongo. Je pense un instant qu'une éruption de ce colosse de pierre et de lave nous engloutirait tous.

Je ne suis jamais venu ici. Chaque pays d'Afrique est tellement différent, la spécificité

major des Armées (EMA) et j'ai donc participé à sa mise en place. Sous l'impulsion du CEMA, l'amiral Lanxade, nous voulions réorganiser le fonctionnement de notre armée et permettre plus de synergie entre les différentes armes – la marine, l'armée de l'air et l'armée de terre. A la pointe de cette armée remodelée, il nous fallait une collaboration plus étroite au sein d'un même commandement, le COS, entre des unités spécialement désignées, organisées, entraînées et équipées, pour atteindre des objectifs stratégiques très sensibles. Celles-ci utilisent des techniques opérationnelles et des modes d'action inhabituels aux forces conventionnelles. Elles ne pratiquent pas d'opérations clandestines et agissent en uniforme ou tenue de combat, jamais en civil. Cependant, elles se distinguent par des modes opératoires particuliers et une totale discrétion qui entoure leur préparation et leur exécution. C'est l'élite de l'armée française. Elles sont sous l'autorité directe du CEMA en temps normal. C'est ainsi qu'elles ont pu intervenir dès le vote de la résolution 929. Elles passent maintenant sous mon commandement. Leur chef, le colonel Rosier, le plus haut responsable sur place, vient me rendre compte de la situation.

Je connais bien cet officier que j'apprécie. Ouvert et cultivé, il a une expérience du combat

peu commune acquise au cours de nombreuses missions opérationnelles en Afrique. Jeune officier, il a joué un rôle majeur dans le coup de main contribuant à la destitution de «l'empereur» Bokassa en République centrafricaine. Avec des qualités humaines naturelles, c'est un entraîneur d'hommes, un chef, un soldat. J'ai besoin des informations que ses hommes ont collectées et je dois recadrer avec eux les objectifs humanitaires et militaires de l'opération Turquoise. A Rosier, j'explique dans les détails mon ordre d'opération et notre ligne politique, et lui rappelle notre impartialité.

Il me raconte alors ce que ses hommes ont observé. Ils ont déjà repéré plusieurs charniers. Il me décrit des scènes d'horreur et je prends conscience de l'atroce réalité des massacres. Plusieurs choses se confirment : les Tutsi ont bien été massacrés par milliers depuis deux mois, ils sont victimes d'un génocide ; dans la folie générale, de nombreux Hutu ont aussi été sacrifiés ; des civils ont participé aux exactions contre leurs voisins, parfois même contre leurs amis ou contre leur famille ; il semble que de nombreux Tutsi soient encore cachés et attendent les secours, beaucoup sont blessés ; en outre, des milliers de réfugiés hutu sont regroupés dans des camps et ont un besoin urgent d'aide humanitaire ; les

rumeurs d'exactions du FPR pour venger les Tutsi se répandent dans la population, l'incitant à fuir au Zaïre; d'ailleurs, les premières colonnes de réfugiés sont à la frontière, à moins de 10 kilomètres d'ici; les FAR sont en pleine déroute et nous supplient de les aider; le Rwanda est de plus en plus désorganisé et les structures civiles et militaires sont en déliquescence. Nous voudrions en savoir plus, agir plus vite. Le pays n'est pas grand, mais l'effectif des forces spéciales est insuffisant pour intervenir partout où il le faudrait aujourd'hui. N'oublions pas que le FPR s'est affirmé très belliqueux envers les Français dans les semaines passées en qualifiant l'opération Turquoise d'«agression». Nous n'avons que très peu d'informations sur l'avancée des troupes du général Kagamé et nous ne pouvons pas risquer de provoquer le combat contre elles.

Certains faits que me rapporte Rosier me troublent : les civils hutu, et parmi eux les «coupeurs», acclament la France et le président Mitterrand au passage de nos véhicules. Ils sont persuadés que nous venons remettre en selle ceux qui ont orchestré le génocide et, par la même occasion, anéantir militairement le FPR. Je comprends mieux alors les questions des journalistes. La partie va être serrée.

Je demande à Rosier d'insister auprès de ses hommes sur notre impartialité. Je sais les méthodes de Kagamé redoutables et il pourrait être tentant de le combattre tout autant que les auteurs hutu du génocide. Mais nous sommes là pour les civils. Rosier sur le terrain, à moi de gérer les conséquences diplomatiques de nos actes. Je lui rappelle que nos détracteurs n'attendent qu'une chose : nous voir tirer sur les FPR majoritairement tutsi et faire ainsi la preuve de notre complaisance vis-à-vis des génocidaires. Le président du FPR, un proche de Kagamé, Alexis Kanyarengwe, affirmait quatre jours plus tôt que l'opération Turquoise était un « projet dangereux, car il visait à protéger les assassins du peuple rwandais ». Il condamnait publiquement cette « intervention cynique et machiavélique », ajoutant que le FPR « s'opposerait par tous les moyens à sa mise en œuvre ». En outre, le 21 juin, une vingtaine d'associations dont Médecins du monde, Pharmaciens sans frontières, Handicap international ou SOS Racisme, déclaraient lors d'une conférence de presse « qu'il était inacceptable que la France soit en première ligne », que cette opération « déclencherait des situations de guérilla et d'explosion dans toute la région ». Le même jour, le Conseil mondial des Eglises, qui en regroupe 324 à travers la planète, affirmait que Turquoise « aggraverait presque

26 juin

5

### Au poste frontière

Dimanche 26 juin 1994, le réveil africain se fait avec le soleil. Mieux vaut économiser l'électricité et profiter de la fraîcheur du matin. A 6 heures, tout le monde est sur le pont. La température en journée dépasse rarement les 35°C à l'ombre, mais l'air chargé d'humidité exerce une pression éreintante sur nos corps habitués au climat océanique. A l'inverse, aux premières heures du jour, le vent frais venu du lac offre un peu de légèreté aux mouvements. Il chasse les odeurs de pourriture et d'égouts à ciel ouvert qui longent les rues. On perçoit tout juste le fumet de quelques charbons rallumés pour faire bouillir l'eau du thé. Le bruit de l'activité humaine n'a pas encore pris le dessus sur le chant des oiseaux. La lumière est rasante, jaune. Les passants sourient. Les enfants observent, viennent saisir nos mains

et se racontent dans leur dialecte des théories probablement incroyables sur notre peau blanche.

Mais la bulle du sommeil ne tarde pas à éclater complètement. La demi-conscience du réveil ne dure que quelques secondes et la réalité me rattrape. Je suis au Zaïre parce qu'un génocide est commis au Rwanda voisin... En quelques mouvements, je suis habillé et équipé. Pas une minute à perdre. Mes équipes sont debout. Mon chauffeur m'a préparé un café dans un vieux quart de fer-blanc au fond noirci par les flammes du réchaud. Les biscuits de la ration de combat sont secs comme du carton. Quelles sont les nouvelles? Les réfugiés? Que s'est-il passé pendant la nuit? Des infos de Jacques Rosier? Des ordres du CEMA? L'ONU? Les ONG? De nouveaux mouvements de populations?

Le premier briefing avec mon état-major commence par un rappel des faits marquants de la journée précédente. Hier, rien que sur Goma, nous sommes passés de 25 journalistes le matin à 40 le soir. Ils réclament des moyens de transport et une protection pour pénétrer au Rwanda avec les forces spéciales. D'autre part, le Gouvernement intérimaire rwandais (GIR), infréquentable mais reconnu pour l'instant par l'ONU, a dressé un podium à Gisenyi pour nous accueillir. Ils clament que nous venons les sauver et invoquent

le sort des populations hutu désemparées par le chaos qui règne au Rwanda pour nous compromettre. Ils tentent et tenteront encore de nous mouiller. J'ai donné des ordres : nous les ignorons autant que possible, même s'ils sont le dernier pan de gouvernement « légal ». La justice fera son travail en temps utile. Un ambassadeur français, Yannick Gérard, arrivera dans la journée pour gérer cette question de diplomatie embarrassante. Il faut aussi dès à présent penser la coordination avec les organisations humanitaires : Médecins sans frontière (MSF) et la Croix-Rouge internationale sont déjà bien en lien avec nous. Par ailleurs, le contingent de renfort africain, composé de troupes venues du Sénégal, du Tchad, de Guinée-Bissau, du Congo, du Niger, de Mauritanie et d'Égypte, est attendu de manière imminente. J'insiste pour qu'on les accueille correctement. La dimension internationale de notre force est une réalité nécessaire. Enfin, nous recevrons bientôt deux visites importantes : le général Roméo Dallaire, commandant la mission de l'ONU (MINUAR) à Kigali, annonce sa venue dans les prochaines quarante-huit heures. Le ministre de la Défense, François Léotard, atterrira à Goma mercredi matin (nous sommes dimanche). Que tout soit prêt pour sa sécurité.

La journée passe très vite. Régulièrement, le colonel Rosier m'annonce au téléphone que ses hommes exfiltrent vers le Zaïre de plus en plus de Tutsi croisés sur le bord des routes. Ces derniers sont exténués et racontent qu'ils vivent cachés dans les bois depuis deux mois. Les forces spéciales découvrent des fosses communes un peu partout, des rescapés au sud mais quasiment aucun au nord. Je fais un aller-retour en hélicoptère depuis Goma jusqu'à Nyarushishi, le plus important camp de réfugiés tutsi pour l'instant. La situation humanitaire me préoccupe. Nous aurions besoin de privilégier les missions de renseignements, mais nos troupes sont encore trop peu nombreuses : il est impossible de laisser les Tutsi sans protection. A la frontière nord, entre Gisenyi et Goma, alors qu'il rentrait de mission, le lieutenant Arranbourg a sauvé *in extremis* son guide tutsi. Des miliciens l'avaient écharpé avant son passage au Zaïre et s'apprêtaient à le «couper». L'officier français a dû intervenir de manière musclée. La dissuasion comme seul moyen de se faire entendre...

Rosier s'inquiète de l'attitude des FAR (pro-Hutu), car ils commencent à réaliser que nous ne sommes pas venus pour les aider. Ne risquent-ils pas de devenir incontrôlables, voire de se retourner contre nous ? Le commandant des forces spé-

ciales en contact avec eux se trouve en première ligne pour leur confirmer qu'ils n'auront ni argent, ni munitions, ni soutien d'aucune sorte. Il me signale aussi avoir progressé pour faire des reconnaissances jusqu'à l'immense forêt primaire du Nyungwe, plus à l'est. Les miliciens rencontrés sur les routes sont neutralisés ou se dispersent dans la nature à son arrivée. Il semble que le FPR (tutsi) se dirige vers Kibuye, sur les rives du lac Kivu, à mi-chemin entre Gisenyi et Cyangugu, ville où stationne le lieutenant-colonel Jean-Remy Duval depuis le 24 juin. Celui-ci dirige un détachement des commandos de l'air, sous l'autorité de Rosier. On commence à voir de plus en plus de Hutu sur les routes fuyant le FPR. Faut-il prendre le risque de continuer notre progression avec si peu de moyens ? Je le rassure, les renforts arrivent, mais nous restons prudents.

A la grande surprise de certains de mes officiers, j'exige que nos hommes retirent leur gilet pare-balles. D'une manière générale, l'armée française privilégie le contact avec la population, quitte à prendre des risques réels. Cela nous différencie des Américains et de leur doctrine du «zéro mort». Traumatismes compréhensibles du Vietnam, du Liban et de la Somalie... Une guerre peut se gagner sur le court terme par la force seule. Mais sur le long terme, sans l'adhésion des personnes

qu'on est censé venir aider, on ne récolte rien sinon l'enlèvement. Il faut donc créer les conditions favorables à la relation. L'expérience de nos hommes sur les théâtres d'opérations africains les rend aptes à nouer des liens avec ceux qu'ils rencontrent. De toute évidence, on y arrive moins bien avec un casque lourd, un harnachement de combat, le fusil pointé vers la tête de celui avec qui on discute ! Les gilets pare-balles seront donc rangés sous les sièges des véhicules, accessibles à tout moment. De plus, notre mission est humanitaire, faut-il le rappeler ? Nous devons le signifier. Je prends une décision délicate. Et si un soldat était atteint à la poitrine... Le seul qui sera touché gravement en deux mois de Turquoise sera le lieutenant-colonel Marin, le 17 juillet. Il recevra une balle en plein cœur probablement venue d'un milicien interahamwe. Il en réchappera grâce à la dextérité des médecins militaires. Nous devons aussi prendre en compte les problèmes des Occidentaux que nous extrayons du Rwanda. Ils n'ont pas de visa zairois et je veux que nous respections nos hôtes jusque dans les formalités administratives. Nous sommes une armée étrangère dans un pays souverain. L'ambassadeur Gérard négociera donc une solution pour les transporter à Bangui en République centrafricaine. Encore un

élément à insérer dans la complexe chaîne logistique.

Il faut aussi se garder des rumeurs : on nous a annoncé la présence de 15 000 Tutsi sur une île au milieu du lac Kivu. Après vérification, c'est faux. Une dépêche AFP signale que les militaires français sont déjà à Ruhengeri, soit quasiment en contact direct avec le FPR tutsi. Nous devons démentir.

Mes équipes m'alertent sur le manque d'eau potable qui risque de poser problème et de la nécessité de faire livrer des citernes. Et comme si la situation n'était pas assez compliquée, des journalistes viennent me demander d'intervenir car, ô scandale !, TF1 a réquisitionné la quasi-totalité du meilleur hôtel de Goma. J'ai autre chose à faire que de m'occuper de ce problème. Qu'ils aillent s'installer dans les somptueuses demeures des dignitaires du régime zairois qui bordent la rive ouest du Kivu. S'ils se débrouillent bien, ils y seront mieux qu'à l'hôtel. Certes, je veux et je dois entretenir des relations de qualité avec la presse, mais, pour le moment, ce n'est pas une priorité. Je sais néanmoins qu'une opération comme celle-ci se gagne aussi dans les médias. Les images des soldats américains traînés par des voitures dans les rues de Mogadiscio ont produit un effet désastreux. J'avoue que l'arrivée du jet

privé de PPDA, la star du journal télévisé de la première chaîne de télévision française, sur la piste de Goma, alors que nous avons tant de rotations aériennes à coordonner, me surprend un peu. Claire Chazal, qui arrive le même jour, se fera plus discrète. Elle est la marraine du Régiment d'infanterie et de chars de marine (RICM) de Poitiers que nous attendons le lendemain. Les hommes de l'armée de l'air, qui maîtrisent désormais la tour de contrôle, réussissent à assurer que l'essentiel arrive à temps.

Heureusement, je ne suis pas seul à prendre toutes les décisions. Les colonels qui m'entourent sont très professionnels. Ils ont chacun un domaine précis de responsabilités. Christian Lureau, le chef d'état-major, est l'homme-orchestre qui coordonne l'activité du poste de commandement, prépare les ordres et met en œuvre mes décisions. Bruno Le Flem est responsable des unités de l'armée de terre. Martial Imberti a en charge tous les moyens aériens, avions de transport, avions de chasse et hélicoptères, ainsi que les plates-formes aéroportuaires de Goma et de Kissangani. Robert de Resseguier, médecin-chef, a sous sa coupe les services médicaux de la Force et les installations chirurgicales et médicales déployées sur le terrain. Gilbert Le Guen a la lourde responsabilité de la logistique d'une force

27 juin

projetée à plus de 8000 kilomètres de ses bases. André Schill, chef du poste de commandement « affaires civiles », coordonne l'action humanitaire avec les organismes internationaux et les ONG. Didier Bolelli, chargé des relations avec la presse, a de quoi s'occuper avec 200 journalistes. Tous me présentent chaque jour des rapports précis, synthétiques. Je n'interviens, autant que possible, que pour le choix ultime. Quand il y a tant de choses à gérer, le principe de subsidiarité est plus que jamais fondamental. J'affronte sans difficulté la solitude du chef militaire, mais j'aime être assisté d'officiers qui ont du répondant. Je ne prétends pas avoir toujours raison. J'accepte la contradiction et je veux entendre mes hommes avant de donner un ordre.

Le soir, je me soumetts aux questions de PPDA, et, à l'occasion d'un point presse, je réponds aux autres journalistes : je ne sais pas de quoi demain sera fait.

Le 27 juin ressemble au jour précédent. Toujours plus de mauvaises nouvelles qui nous viennent du Rwanda. Les soldats recueillent des Tutsi hagards qui sortent des bois à leur arrivée. Ils tombent sur des lieux de massacres, souvent anciens, où les cadavres sont déjà parcheminés. Nous arrivons bien tard. Et toujours plus de personnes à sécuriser ou à exfiltrer, toujours plus de

Duval

matériel à recevoir, de troupes à accueillir, de journalistes qui exigent des explications... Et, bien sûr, pas assez de moyens humains pour assurer toutes les missions qui seraient nécessaires au Rwanda. Finalement, nous créons un poste de commandement (PC) humanitaire. C'est une innovation dont les résultats seront très positifs. Bien sûr, la suspicion gagne les ONG. Des militaires pour faire de l'humanitaire? A leurs yeux, c'est presque obscène : « Vous n'êtes pas à votre place, ce n'est pas votre rôle. » Elles craignent d'être instrumentalisées. Mais je leur explique que, dans l'urgence, il faut se serrer les coudes. Ce sont des acteurs responsables. Et si certaines cherchent la lumière des médias, la plupart veulent avant tout servir. Ce PC aura pour fonction de nous aider à gérer ensemble la sécurité des intervenants humanitaires sur le terrain, de permettre une prospection et une évaluation actualisée régulièrement des besoins en soins, en matériel ou en nourriture, bref, une mise en commun des outils logistiques, et une coordination concrète des actions. A sa tête, le colonel Schill fera un travail remarquable.

En début d'après-midi, dans un des rapports que j'envoie régulièrement à Paris, je note : « Ce jour, à 11 heures locales, sur renseignement de la population et audition de tirs par le COS, un

27 juin

accrochage a eu lieu à 10 km à l'est de Kirambo (50 km sud de Kibuye). Une centaine d'hommes avec mortiers et mitrailleuses. Il pourrait s'agir d'une infiltration du FPR pro-Tutsi que les FAR essaieraient de réduire. Nous confirmons le renseignement sans prise de risque de contact avec FPR. » En clair, mes hommes ont entendu des coups de feu et on leur a raconté que le FPR n'était pas loin. Cela se passe au Rwanda, dans les alentours de la colline de Bisesero, une zone où nous ne devons pas normalement rester la nuit. C'est Rosier qui m'a rapporté cela et il se pose des questions sur les informateurs. S'il s'agit d'un combat entre militaires FAR et FPR, c'est leur problème. Malgré tout, on sait maintenant que de nombreux Tutsi ont été massacrés parce qu'on les accusait d'être acquis à la cause du FPR, « l'ennemi national ». Ne serait-on pas dans cette situation? En même temps, Duval nous signale qu'un obus est tombé sur le marché de Bwakira le matin même, ce qui accrédite fortement la thèse d'une présence FPR pro-Tutsi. Il nous faut plus d'informations.

Un peu plus tard, vers 22 heures, j'envoie un nouveau fax à Paris : « Il se confirme, à la suite de l'accrochage de ce matin, qu'il y aurait un nombre assez élevé d'hommes en armes (1000?) dispersés par groupes dans le triangle Gishyita-

Mt Karongi (2995 mètres)-Gisovu. Les milices hutu et les militaires FAR de la région ouest semblent s'intéresser de très près à ce problème et annoncent l'arrivée du FPR. Il pourrait s'agir :

- soit d'éléments FPR infiltrés de nuit à partir de Gitarama qui pourraient chercher à couper la zone en deux ;

- soit de Tutsi ayant fui les massacres d'avril et cherchant à se défendre sur place.

Je penche pour la deuxième hypothèse. Dans ce cas, les risques sont les suivants :

- effectuer des reconnaissances avec des « guides » hutu et être taxés de collaboration avec les FAR ;

- effectuer des reconnaissances seuls, avec le risque de tomber sur le FPR ;

- ne rien faire et laisser se perpétrer des massacres dans notre dos.

[...] Compte tenu des effectifs dont je dispose sur le terrain, il sera difficile de contrôler l'ensemble de la zone FAR, car les réfugiés se cachent et les milices commettent leurs actes de nuit. Cela devrait donc prendre un certain temps avec le risque que les exactions se poursuivent, la nuit notamment. »

A des journalistes d'Europe 1 et du *Journal du dimanche* qui m'interrogent, je dis en substance : « Pourquoi n'avancions-nous pas assez vite ? Parce

que nous sommes seuls. Seule la France a eu le courage d'intervenir et nos moyens sont pour l'heure limités. Où sont les Anglais et les Américains qui nous ont mis des bâtons dans les roues avant l'intervention ? »

Il fait nuit. Nous sommes sans arrêt sur le pont. Et nous sommes, effectivement, dans un véritable « merdier ».

des massacres de masse en arrivant sur des charniers, touchent les soldats de plein fouet. C'est pour tous un véritable choc, ils sont face à l'inimaginable.

Nous manquons toujours autant de renseignements et le relief nous complique la tâche. Il n'est pas rare qu'il y ait près de 1000 mètres de dénivelé entre les sommets et les vallées. La visibilité restreinte ralentit les mouvements des troupes. Le FPR ou tout autre groupe armé hostile peuvent à tout moment surgir de n'importe où. Il est difficile d'évaluer les distances quand on entend des explosions : sauf à être sur un point culminant, on ne voit pas de fumée, et la caisse de résonance que forment les montagnes environnantes estompe le son. Les pistes sont sinueuses et pour atteindre une colline qui se trouve à 20 kilomètres à vol d'oiseau, il faut parfois deux heures.

La visite du ministre de la Défense François Léotard et de Mme Michaux-Chevry, ministre déléguée chargée de l'Action humanitaire et des Droits de l'homme, est attendue pour le lendemain. Ils iront tous les deux dans le Sud, vers Bukavu et Cyangugu, mais par des circuits différents. Les activités opérationnelles vont être réduites pour assurer la sécurité des ministres, mais je sais que leur présence est importante pour les soldats. Face à ce qu'ils découvrent et au choc

28 juin

qu'ils reçoivent, le soutien explicite des autorités politiques est nécessaire.

Au même moment, le gouverneur zaïrois de la région militaire me contacte pour me proposer une rencontre avec le chef d'état-major des FAR, le général Augustin Bizimungu. Il pourrait me donner des informations cruciales sur les mouvements de ses troupes et celles du FPR. Je veux aussi insister auprès de lui sur la nécessité d'arrêter tous les combats, car la situation humanitaire se dégrade. Mais avant, je sonde le terrain. Je m'interroge sur les intentions du chef militaire rwandais. Que comprend-il de Turquoise ? Sait-il déjà qu'il ne peut rien attendre de moi ? Je n'ai aucun doute sur ce qu'il va me demander : des munitions et un soutien contre le FPR. Diplomatiquement, la situation est délicate : une mauvaise interprétation de cette rencontre par la presse ou le FPR aurait les conséquences qu'on peut imaginer. Je dis oui, mais pour une entrevue secrète à Goma. Nos différents services se mettront d'accord pour organiser le rendez-vous. Le général Bizimungu va être déçu.

Avant de partir pour Kibuye, mon officier de presse, le lieutenant-colonel Bolleli, me prévient que les relations avec les médias se sont compliquées. François Léotard voulait se consacrer en priorité au contrôle de l'opération et s'entretenir

*Opération Turquoise*

avec nos hommes. Or les journalistes réclament des interviews. C'est incontournable, mais il nous faut intégrer cette dimension à la visite ministérielle. Tous désirent voyager en hélicoptère avec le ministre de Goma à Bukavu. Il faut aussi choisir ceux qui monteront dans les Puma sans donner d'impression de favoritisme. Je laisse le lieutenant-colonel Bolleli à ses problèmes.

En début d'après-midi, nous arrivons à Kibuye. Le colonel Sartre et ses hommes nous accueillent sans chaleur. Leur regard est étrange, ils semblent gênés. Comme s'ils se pliaient au devoir de me montrer quelque chose parce que je suis le commandant, mais qu'ils préféreraient être ailleurs. Nous remontons les rues de terre de la petite ville, presque au sommet de cette colline rouge et verte d'où l'on voit le lac Kivu brillant. Soudain je comprends. Comme si les nuages d'un seul coup envahissaient le ciel, une lumière d'avant l'orage amplifie les contrastes. Les ombres sont graves, le champ de vision se rétrécit brusquement à ce que l'on ne voudrait pas voir. Mais là..., devant cette église de Kibuye, m'apparaît toute la monstruosité du crime. J'apprends qu'entre ces murs ocres, que sous le toit de tôle, se sont rassemblés les hommes, les femmes, les enfants, les vieillards. Mais bientôt les assassins ont lancé des

*Au contact de l'horreur*

grenades, tiré quelques balles et fini le « travail » à la machette.

Je pénètre dans l'église, l'odeur douceâtre et fade des cadavres hante encore les lieux. Je « vois » précisément le massacre, la panique, les cris, la bousculade, le sang qui gicle... Ils sont venus trouver refuge dans la maison de Dieu. Ou peut-être leur a-t-on fait croire qu'ils n'y risquaient rien pour mieux les rassembler avant de les abattre. Quel meilleur abri que l'église pour des chrétiens? Et pourtant... Il y a peu de temps ils célébraient ici leur foi avec la ferveur et la joie démonstrative qui les caractérisent. Je m'interroge sans comprendre.

Comme pour faire illusion, les bourreaux ont nettoiyé le sol à grande eau et remis les bancs en place. Les corps déchiquetés ont été jetés dans une fosse commune, un peu plus bas. Autour de nous, des civils hutu nous observent, dubitatifs quant à nos intentions et notre réaction. Les tueurs sont sûrement autour, là, parmi nous. Mais qui sont-ils? Ont-ils seulement conscience de ce qu'ils ont commis? Ils nous regardent, impassibles, comme s'ils n'avaient fait que remplir leur devoir. Tous ne sont pas coupables, évidemment. Et les massacres n'ont pas été organisés de la même manière partout, avec le même assentiment de la population hutu. Dans certaines

certain, leur donne du « comment allez-vous ? », « Ah, mais vous êtes là ! », « Content de vous revoir ». Entre les militaires et les caméras, Mme Michaux-Chevry semble moins à l'aise et se fait discrète. Nous nous rendons sous une tente dressée sur le terrain d'aviation pour un premier briefing. La presse n'y est pas conviée. Je présente les hommes de mon état-major puis le programme de la matinée.

Peu de temps après, nous retournons sur la piste. François Léotard et moi partons en avion vers le sud. Avant que les moteurs soient lancés, il se change sous les yeux de certains curieux venus piquer des images pour les télévisions du monde. Le ministre français troque son costume contre un jean et des baskets. Le Transall entame sa course sur le goudron et s'élance dans les airs. A Bukavu, nous saluons encore quelques responsables politiques locaux envoyés par le président Mobutu pour nous signifier sa bonne volonté avant de prendre place dans un hélicoptère pour filer au Rwanda, à Cyangugu.

Nous survolons la frontière puis bientôt le camp de réfugiés tutsi de Nyarushishi. Les tentes sont plus nombreuses qu'à mon dernier passage. Plus organisées aussi. On peut au moins avoir la satisfaction de constater que le travail de la Croix-Rouge s'est poursuivi dans des conditions plus

seraines grâce à nous. Enfin, nous nous posons, accueillis par les hommes du 1<sup>er</sup> RPIMA du colonel Tauzin. Ils ont été les premiers à pénétrer au Rwanda et ce sont eux qui ont sécurisé la zone pour les Tutsi. Bérêts rouges eux aussi, ils forment l'unité la plus souvent mise à contribution pour les opérations spéciales. Le colonel Rosier est présent.

Une scène se déroule alors sous nos yeux qui nous réjouit autant qu'elle nous surprend tant elle est inédite. Le ministre des Transports et des Communications du Gouvernement intérimaire rwandais (GIR), qui a probablement entendu parler de la venue de François Léotard dans la région par la presse, s'approche de lui alors qu'il n'a pas été convié. Ils se serrent la main. Le visage du Français se glace aussitôt qu'il apprend qui est son interlocuteur. Situation improbable en n'importe quelle autre occasion, il le snobe alors avec dédain et se tourne vers nous l'air gêné. A cette date, l'ONU reconnaît encore le GIR. Ses membres pourront se rendre à New York et partout dans le monde sans être inquiétés une dizaine de jours encore, jusqu'au 9 juillet. Nous sommes satisfaits, car nous partageons avec le ministre un même dégoût pour ce gouvernement. Un peu plus tard, François Léotard refusera carrément de lui serrer la main devant les caméras pour

signifier que la France n'a aucune complaisance vis-à-vis du GIR. Des années plus tard, ce ministre, M. Ntagerura, sera acquitté en première instance et en appel par le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR). Ironie du sort, c'était peut-être un des rares innocents du GIR.

Le ministre français n'est pas seulement un communicant. Au près des réfugiés que nous allons rencontrer à l'intérieur du camp, je perçois une réelle humanité. Quand il croise mes hommes et les salue, je sens une vraie empathie. Je ne le connaissais que dans les bureaux, à Paris, avec le poids de la diplomatie et de la vie politique française à assumer. Je crois qu'ici il se montre tel qu'en lui-même, pas si politicien que ça. Je crois en sa sincérité. Les journalistes lui demandent ce qu'il est venu faire ici et il répond avec ce qui me semble être du bon sens : « Lorsque ces personnes sortaient du camp, elles étaient enlevées et parfois assassinées. Depuis que les Français sont là, cela ne se produit plus. Et ça, c'est grâce aux forces françaises. Maintenant, il faut aller plus loin. C'est ce plus loin qui est difficile. Où aller ? Qui protéger ? Comment le faire ? Nous touchons aux limites d'une action qui est essentiellement celle de la France pour l'instant. Il faut très vite que nous ayons d'autres contingents, notamment

africains, et puis que la communauté internationale à travers des éléments logistiques et sanitaires puisse nous aider dans cette action. Nous ne pourrions pas la mener seuls jusqu'au bout. »

Le ministre déjeune avec nous et partage nos rations, du poulet grillé et du manioc frit. Autour d'une table pliante, il y a quelques officiers supérieurs et des hommes des forces spéciales. La simplicité avec laquelle il échange avec les militaires me le rend sympathique. Mes hommes ont besoin de son soutien. Après avoir visité le poste français le plus avancé en territoire rwandais, à Gishyta, nous rentrons à Goma, où nous nous éclipsons près d'une heure pour rencontrer le chef d'état-major des armées du Zaïre. Il nous reçoit dans une villa somptueuse face au lac Kivu. Dans les innombrables pièces que compte ce petit palais, la décoration est terriblement surfaite. Peaux de léopard, marbre, dorures, peintures sans expression... Dans le jardin où sont postés des dizaines de gardes en faction, les bassins, les fontaines et les statues me confirment la folie des grandeurs du tyran Mobutu. Avant de partir François Léotard m'autorise à élargir notre action à de nouvelles zones. Il m'encourage aussi à me mettre en lien plus étroit autant avec les FAR qu'avec le FPR. Il semble que plus personne de

Opération Gishyta

Opération Turquoise

sérieux ne doute de notre impartialité. La pression diplomatique est moins forte.

Les ministres partis, je retourne en quatrième vitesse à mon PC parce qu'en début d'après-midi un événement étrange a attiré mon attention. Juste après le repas, alors que nous étions encore à Gishyta, deux personnes blanches à l'accent britannique ont interpellé le ministre. Nous n'étions à ce moment-là accompagnés que par cinq ou six journalistes, dont des représentants du *Monde* et du *Figaro*. Les deux Anglo-Saxons sortaient de nulle part. Comme souvent dans ce genre d'opération, des agents des services de renseignements étrangers s'infiltrèrent au sein du pool médiatique. C'est une manière comme une autre de collecter de l'information discrètement. Un de mes officiers m'a fait part de ses soupçons sur ces deux personnes. Qui sont-ils? Nous ne les connaissons pas. Nous avons parlé du «triangle de Kibuye» avec les reporters français et de notre difficulté à saisir ce qui s'y passe. Du point où nous étions, chacun pouvait entendre résonner des coups de feu au loin. Les deux hommes, qui se disaient envoyés spéciaux de grands quotidiens américains, ont alors apostrophé le ministre : « Que fait la France? » Ils disent avoir croisé des enfants tutsi aux mains brûlées dans la zone de Bisesero, au cœur de ce fameux «triangle».

Le ministre et les journalistes

François Léotard leur a répondu : « Nous faisons ce que nous pouvons, c'est une opération délicate. » Les journalistes étrangers ont alors insisté sur le fait qu'il y aurait près de 3000 personnes menacées, poussant le ministre dans les retranchements de Turquoise. Celui-ci a fini par répondre en français puis en anglais pour se faire comprendre : « Où sont les autres pays? Pourquoi ne viennent-ils pas eux aussi relever ce "défi" humanitaire? »

Ainsi, à peine rentré au PC, je demande une note au «deuxième bureau» (nos services de renseignements). A 15 h 30, on me confirme les bruits qui courent : « Région de Bisesero, une centaine de Tutsi se sont présentés spontanément en voyant nos véhicules. Ils seraient environ 2000 cachés dans les bois, pourchassés tous les jours par des éléments de l'armée, gendarmerie et milices encadrant la population. Des morts récents, un enfant blessé. Dénuement nutritionnel et sanitaire extrême. Demande instante de protection et de soutien humanitaire. NOTA : un journaliste du *Figaro* aurait été témoin. » Pourtant, il est auprès de nous depuis trois jours et ne nous en a rien dit.

Nous avons pris beaucoup de retard. Mes craintes du 27 au soir semblent donc s'être confirmées. Je prends contact avec le colonel Rosier. Nous nous mettons d'accord pour amplifier les

d.c. lew  
Léotard  
ne dit

support  
le 27

p. 87

## *Opération Turquoise*

opérations de recherche sur la zone dès maintenant et nous concentrerons nos efforts sur le « triangle » demain dès l'aube. C'est le capitaine de corvette Marin Gillier qui mènera l'opération au lever du jour avec ses commandos de marine et les hommes du 13<sup>e</sup> régiment de dragons parachutistes (13<sup>e</sup> RDP).

8

### Sous le choc de Bisesero

Aux aurores, le capitaine de corvette Marin Gillier, commandant les commandos marine, est parti avec ses hommes. L'équipe de recherche du 13<sup>e</sup> RDP, menée par le capitaine Dunant, est venue lui prêter main-forte. Ils sont à pied et dans cette région où la pente moyenne est à 4%, ils ratissent les forêts prudemment. C'est une journée sans soleil, l'atmosphère est pesante. Au PC de Goma, nous suivons les rapports réguliers de l'opération. La tension est palpable. Je pourrais malheureusement dire : comme d'habitude. Voilà cinq jours que nous sommes là et les bonnes nouvelles sont rares. Si nous portons une attention particulière à ce qui se passe du côté de Bisesero, nous n'en sommes pas moins mobilisés par toutes les autres missions en cours. Le FPR tutsi accentue son offensive vers l'ouest et le sud. La rencontre semble inévitable. Quand et où

celle-ci aura-t-elle lieu? Si nous ne craignons pas l'affrontement, tout combat signerait l'échec de la mission. Que se passera-t-il s'ils s'en prennent sous nos yeux à la population hutu qu'ils qualifient dans son ensemble de «génocidaire»? Quant aux FAR hutu, ils commencent à se rendre compte que nous ne les aiderons pas. Nos rapports avec leurs unités deviennent tendus. Dans le sud-ouest du Rwanda, les découvertes de Tutsi menacés se multiplient. Il faut les protéger et évacuer les blessés. Dans le même temps, nous tombons sur d'importants camps de réfugiés hutu venant du Nord-Est qui ont fui devant l'arrivée du FPR. La situation humanitaire de ces camps est catastrophique.

Vers 15 heures, les équipes du capitaine de corvette Marin Gillier et du capitaine Dunant découvrent un important site de massacres et des centaines de survivants. Ils sont affamés, vêtus de guenilles, beaucoup sont blessés. Ils luttent depuis des semaines armés de pierres et de bâtons contre des miliciens, des militaires et des civils qui utilisent des fusils et des mortiers. Les machettes ont frappé ceux qui ne pouvaient courir assez vite. Le colonel Rosier déclenche immédiatement une opération d'envergure. Les hélicoptères évacuent les blessés et les plus fragiles. Les autres prennent place à bord des

camions. Il faut sécuriser la zone très rapidement, car la nuit tombe bientôt. Nous mettons à disposition tous nos moyens. Notre hôpital de campagne (EMMIR, élément médical militaire d'intervention rapide) qui a ouvert hier à Cyangugu y recevra les victimes. Les plus gravement atteints sont transportés à Goma où ils sont opérés à l'ACP (antenne chirurgicale parachutiste) : cette antenne est spécialisée dans les interventions graves liées aux combats.

Nous arrivons bien tard. Nos troupes sur place sont bouleversées. Dans les heures qui suivent, elles prennent la mesure de l'ampleur du massacre. Des centaines de cadavres de Tutsi, tués il y a deux mois, un mois, quinze jours, hier... L'horreur, encore, et le choc. Les auteurs du crime ne sont sans doute pas loin. Ils sont sûrement parmi les villageois, silencieux, qui regardent faire à distance les militaires français. Nous sommes contraints de les ignorer. Encore une fois nous n'avons pas les moyens de mener des enquêtes et de procéder à des arrestations. Je demande à Paris d'intervenir pour que l'ONU, qui n'a pas prévu cette mission, mette en place les moyens judiciaires et policiers pour l'effectuer.

Dans une de nos communications avec Rosier, nous abordons la question délicate d'un possible traumatisme des soldats et des cadres encore sous

le choc de Bisesero. Le capitaine de corvette Marin Gillier, tout comme ses hommes, a été ébranlé par ce qu'il a découvert. On le serait à moins. Nous devons veiller à la santé psychologique de nos hommes. La mission n'est pas finie, le pire est peut-être à venir. Je prends l'initiative de faire venir de Paris une cellule de soutien psychologique. Elle va s'avérer nécessaire et efficace tout au long de l'opération. Marin Gillier a su très vite réagir. Des années plus tard, devenu contre-amiral commandant les forces spéciales de la Marine, il s'illustrera en participant à l'assaut victorieux du navire *Ponant* qui avait été arraisonné par des pirates au large des côtes somaliennes. J'ai une grande estime pour lui et tous ceux qui sont intervenus, ce jour-là, dans ce « triangle » de Gishyta.

Le même jour, le général Dallaire me rend visite. Il a atterri à Goma à bord d'un Hercules C-130 accompagné de deux équipes de liaison, soit quatre officiers. Ceux-ci, des militaires maliens, ghanéens et autrichiens, sont habilités à prendre contact avec le gouvernement intérimaire rwandais. Une relation diplomatique complexe qu'ils vont gérer de concert avec l'ambassadeur Gérard. Dans l'entretien que j'ai eu avec le commandant de la MINUAR, j'ai noté les points suivants :

« Le général Dallaire a de fréquents contacts avec le FPR et semble plutôt "compréhensif" à son égard.

« - Selon lui, le FPR ne va pas arrêter les combats mais poursuivre sa progression, précédée d'infiltrations, vers Kibuye et Butare. Il pense qu'on risque un jour ou l'autre de s'affronter. Le général envisage le scénario où les FAR pourraient se replier pour nous laisser en contact avec le FPR.

« - De mon côté je lui explique ma vision de la situation, et les moyens dont je dispose. Il en est impressionné. Je suis déterminé à protéger les populations menacées. Je lui redis que la progression du FPR ne peut qu'entraîner d'autres massacres, à Butare notamment.

« - On a conscience qu'il est urgent d'arrêter les combats et de stabiliser le front pour permettre l'arrivée de la MINUAR II. Une solution politique, avec un cessez-le-feu, doit être trouvée rapidement si on ne veut pas une détérioration de la situation. »

Le soir, dans le rapport quotidien que je transmets à Paris, le premier bilan est tristement significatif :

« Les affrontements se sont poursuivis dans la région de Bisesero entre Tutsi et miliciens hutu. Dans les bois alentour, 500 civils tutsi ont été

découverts très éprouvés physiquement; une centaine d'entre eux blessés par balle ou à l'arme blanche; 94 blessés ont été ramenés sur Goma; des cadavres de Tutsi récemment tués ont été trouvés. [...] Les infiltrations du FPR sur l'ensemble de la ligne de front et en particulier dans le centre et le sud du pays font craindre, dans les heures qui viennent, un accroissement des exactions des milices hutu dans la région de Butare où se trouvent de nombreux camps et des communautés religieuses particulièrement menacées.

« - 600 orphelins, toutes ethnies confondues, seraient directement menacés dans la paroisse de Karubanda ainsi que 15 prêtres au petit séminaire de Kambanda.

« - 20 personnes et 450 orphelins à Ngoma.

« - 156 sœurs (hutu et tutsi) au groupe scolaire SAVE (8 km au nord-est de Butare)... »

Je suis soucieux. Le climat général est en train de changer, mais sur le terrain la mission est de plus en plus éprouvante. Roméo Dallaire a reconnu que l'opération Turquoise « ne gênait pas le travail de la MINUAR », ce qui est déjà un progrès. Arturo Heine, responsable du Département des affaires humanitaires aux Nations unies, nous rend également visite. Il est plutôt satisfait : grâce à l'intervention française, les organisations humanitaires ont désormais

« accès à des zones du Rwanda où elles ne pouvaient pas aller jusqu'à présent ». *La Nouvelle République* résume la situation en quelques lignes : « Avec une discrétion de meilleur aloi que les spectaculaires opérations du Golfe ou en Somalie, l'intervention militaro-humanitaire de la France gagne jour après jour en approbation et en autorité. » Les médias et les chancelleries du monde entier commencent à reconnaître notre travail et cela devrait nous permettre de le faire plus sereinement. Tant mieux !

Les jours qui suivent sont encore marqués par la découverte de nouveaux charniers et la montée en puissance des problématiques liées à l'exode des populations hutu qui fuient devant l'avance du FPR. L'évacuation de réfugiés tutsi se poursuit. Certains ont vécu cachés dans des lieux improbables comme les faux plafonds des maisons. Le 2 juillet, mon état-major produit cette note d'évaluation :

« Situation militaire :

« Les Forces armées rwandaises (FAR) se trouvent dans une situation critique. Elles n'ont plus de munitions pour les armes d'appui (hormis les mortiers de 60 et 81), plus de munitions de 5,56 et commencent à manquer de munitions de 7,62... En ce qui concerne les effectifs, les FAR ont subi de lourdes pertes et ont dû incorporer des jeunes

pour combler les vides. Le problème se situe principalement au niveau des cadres : chefs de section et commandants d'unité qui sont la cible prioritaire des tireurs d'élite du FPR. Le nord-ouest du pays se mobilise pour défendre le "réduit hutu". Les Autorités organisent les milices en unités de "Défense civile" et les entraînent militairement pour qu'elles soient en mesure de combattre aux côtés des FAR en cas d'offensive FPR en direction nord-ouest.

« Le Front patriotique rwandais (FPR) semble recevoir des renforts en provenance du Burundi : des jeunes Tutsi burundais franchiraient la frontière avec des armes pour combattre aux côtés du FPR. Il recevrait du ravitaillement acheminé par l'axe Kirundo-Bugesera et Kirundo-Muyaga (25 km nord-est Butare). Il semble toutefois manquer d'armes pour équiper tous ses personnels. Les jeunes incorporés d'office sont instruits dans les centres d'instruction de Mulindi, Gabiro et du camp Gacko.

« Situation humanitaire :

«- Dans le sud, l'avance du FPR va provoquer, dans un premier temps, la fuite d'environ 40 000 personnes vers la province de Gikongoro, puis l'exode des Hutu en provenance de Gikongoro vers Cynagugu, amenant plus de 300 000 déplacés supplémentaires dans la partie

sud-ouest du pays. Il est à craindre que les 40 000 réfugiés hutus burundais implantés au sud de Butare ne basculent vers le Burundi : nombre d'entre eux ont fui le Burundi en novembre 1993 après avoir massacré des Tutsi. Leur arrivée à la frontière pourrait conduire à des affrontements avec les forces armées burundaises (à 90% tutsi) qui la contrôlent.

«- Au centre, les infiltrations du FPR vont provoquer l'arrivée sur Kibuye des 50 000 personnes regroupées dans la région Kivumu-Mabanza (10 et 30 km de Kibuye).

«- Dans le nord-ouest du pays, la situation humanitaire ne devrait pas être modifiée à court terme. A moyen terme, un afflux de déplacés en provenance de Kibuye pourrait survenir si le FPR prend le contrôle de la ville.

« La poussée du FPR et l'afflux de déplacés hutu risquent de s'accompagner d'un accroissement de l'agressivité des milices à l'encontre des regroupements de Tutsi dans notre zone d'action, en particulier dans les provinces de Cyangugu et de Kibuye. »

Les appels à l'aide se font toujours plus pressants. Ils proviennent de partout : ambassades, organisations internationales et religieuses, ONG, écoles, orphelinats... Ils nous signalent des personnes en danger plus à l'intérieur du pays, dans

### *Opération Turquoise*

le sud-ouest du Rwanda dans la région de Gikongoro et Butare. Pour répondre à ces sollicitations, je dois intervenir plus à l'est. Je ne suis pas sûr d'avoir l'accord de mes autorités politiques qui craignent un risque d'enlèvement dans ce pays. Mais la pression est forte et je décide néanmoins d'aller à Gikongoro. On me reprochera, dans un premier temps, d'aller trop vite, pour finalement reconnaître la pertinence de cette initiative.

9

### Les chefs militaires

Une opération militaire s'apparente à un jeu d'échecs. L'observation minutieuse du mouvement des pièces ne suffit pas. Il faut avoir une conscience claire des rapports de force, penser plusieurs coups à l'avance, et deviner les intentions de la partie adverse. Pour un général, l'adversaire est un autre général. Dans cette confrontation stratégique, nous étions quatre acteurs principaux : Augustin Bizimungu, le chef d'état-major des FAR, Roméo Dallaire, commandant de la MINUAR, Paul Kagamé et moi-même.

Avant même de partir au Rwanda, je savais que les FAR, les troupes légales du gouvernement rwandais, hutu, avaient perdu la guerre. Leur désorganisation et leur manque de moyens laissaient peu de doute sur l'issue du conflit. Le FPR était plus fort. De plus, l'embargo en vigueur sur

les livraisons d'armes, depuis les accords d'Arusha, rendait les FAR particulièrement vulnérables. Ainsi je me doutais bien que leur chef d'état-major, le général Bizimungu, me demanderait de l'aide. Je l'ai rencontré discrètement, fin juin. Entre notre PC et le lieu de rendez-vous, j'ai volontairement changé de voiture. Nos services respectifs ont organisé la rencontre dans une maison anodine. Sans surprise, Bizimungu m'a accueilli plein d'espoir. Je ne peux pas dire que j'étais très à l'aise. Après quelques salutations formelles, nous avons pris place autour d'une table pour un entretien que je savais difficile. Je voulais l'entendre parler. C'était un homme plutôt petit, au corps trapu et au visage rond.

Très rapidement, le général Bizimungu m'accorde que certaines unités des FAR ont participé aux massacres ! Je suis estomaqué par sa franchise. Duplicité, réalisme, regrets ? A cet instant, je le regarde pourtant comme un militaire, non comme un criminel de guerre.

Au fil de notre discussion, il me révèle assez vite être désemparé par la tournure prise par les événements. Il a pris le commandement des FAR mi-avril, par devoir, car son prédécesseur a été tué dans l'avion avec le président Habyarimana\*.

\* Le 6 avril, l'avion transportant le président du Rwanda Juvé-

Il avoue, avec cette pudeur des militaires en de telles situations, que son armée n'a plus de réelle capacité de combat. Les désertions se multiplient, certaines unités sont devenues incontrôlables et participent davantage au massacre de civils qu'au combat contre le FPR. Il semble sincère.

Contrairement à beaucoup d'autres que je croisais sur le terrain depuis plusieurs jours et dont le regard fuyant signait la culpabilité, Bizimungu me regarde droit dans les yeux. Non sans émotion, il confesse à demi-mot que la défaite est proche, qu'il en assume la responsabilité et que son honneur de militaire est atteint par tout ce qui se passe depuis trois mois. Il se souvient de l'assistance efficace que la France a apportée à son armée autrefois. Il estime cependant que si ses soldats ne sont pas tous irréprochables, les méthodes du FPR n'en sont pas moins condamnables. Que Kagamé aussi pratique les massacres de masse contre les civils.

Sans munitions, sa fin est inéluctable. C'est alors qu'il me supplie de favoriser le cessez-le-feu qu'il réclame depuis des semaines. Calmement, je lui rappelle que la communauté internationale lui reproche désormais la participation de ses unités

nal Habyarimana était abattu par un missile avant d'atterrir à Kigali. Cet événement fut l'élément déclencheur du génocide.

aux massacres. J'insiste sur mes devoirs d'impartialité dans le cadre de ma mission. Depuis que nous sommes au Rwanda, lui dis-je, nous avons constaté trop d'horreurs. Je reste distant, préoccupé. Je finis par lui dire qu'il n'aura aucune munition, aucun soutien de notre part. L'homme face à moi est abattu, humilié. Le souvenir de cette scène me laisse encore mal à l'aise aujourd'hui.

Le Gouvernement intérimaire du Rwanda (GIR) est incapable de faire cesser le génocide, mais le général Bizimungu incarne encore la dernière autorité, notamment sur une partie de ses troupes, ce qui peut être utile. Mais devant le refus du FPR de cesser le feu, lui et ses hommes n'auront d'autre choix que de se replier, mi-juillet, au Zaïre où ils seront désarmés. Le général Bizimungu sera arrêté en Angola et transféré à Arusha auprès du Tribunal pénal international (TPIR) huit ans plus tard en 2002. La justice suit son cours. On peut s'interroger sur le comportement réel des militaires hutu lors du génocide. Je crois volontiers que tous ne sont pas coupables et qu'il n'y eut jamais consensus, ni dans la population d'ailleurs, sur le génocide. La plupart combattaient pour défendre leur pays contre un ennemi venu de l'extérieur. Bien sûr, certains sont impliqués dans le génocide. Mais ces soldats appartenaient à des unités moins bien entraînées, mal

commandées et indisciplinées. Sur ce point, le départ des coopérants militaires français, l'année précédente, en 1993, n'a fait qu'aggraver le problème. ] ←

L'armée du FPR, qui n'est pas plus recommandable, est en revanche terriblement efficace. Pour être parfaitement juste, il faudrait dire l'APR, l'Armée patriotique rwandaise, car le Front patriotique rwandais est un mouvement politique. Mais, honnêtement, on ne peut dissocier la prise du pouvoir de Kagamé de sa victoire militaire. Paul Kagamé est un descendant des grandes familles royales et princières tutsi qui dominaient le Rwanda avant la colonisation et sur lesquelles les Belges ont fait reposer leur administration coloniale. Comme tant d'autres, ses parents ont dû s'exiler vers le nord pour ne pas subir les violences des Hutu, nouveaux maîtres du pays après l'indépendance. Ainsi Kagamé, né en 1957, a-t-il fini ses études à Kampala en Ouganda au milieu des années 1970 avant de s'engager dans les troupes rebelles qui luttaient contre le sanguinaire Idi Amin Dada, la National Resistance Army (NRA). Après l'accession de Milton Obote au pouvoir, Kagamé, qui est resté dans les mouvements de résistance, a joué un rôle clé lors du coup d'Etat de 1986 qui a permis l'arrivée de Yoweri Kaguta Museveni à la tête du pays. Ce dernier est encore

en place en 2010. Kagamé a été à l'époque promu major-général puis directeur adjoint des services de renseignements de l'armée ougandaise. C'est alors qu'avec d'autres Tutsi réfugiés rwandais, il a fondé le FPR. En octobre 1990, il est ainsi un des principaux initiateurs de la première offensive de reconquête du Rwanda.

Je n'ai jamais rencontré Paul Kagamé. La connaissance que j'en ai vient des échanges que nous avons eus au Rwanda et de l'analyse de son comportement sur le terrain. Lorsqu'on le voit dans les médias, on est frappé par son aspect extérieur, tout en retenue et en distinction. Sa réserve naturelle, une certaine discrétion donnent l'impression d'une vraie humilité. L'homme est fin, grand, sans exubérance. Mais sous cette apparence douce, il a une volonté et une main de fer.

Car Kagamé est un redoutable soldat. Il s'engage en personne avec ses hommes, sur le terrain. En 1994, il a vécu avec eux, à la dure. Toujours en tenue de combat, il partage les conditions de la troupe, mange simplement, parfois pas du tout, et ne craint pas les conditions extrêmes. Ses soldats le regardent comme un héros de guerre. Impitoyable sur la discipline, il n'hésite pas à faire fusiller ceux qui dérogent aux ordres. Aux yeux de nombreux acteurs de la communauté internationale, cet homme fin et cultivé, issu

d'une ethnie de victimes, est forcément fréquentable. Au vrai, il mène une vie d'ascète et semble loin de la corruption si répandue sur le continent africain. Il y a du Che Guevara dans ce leader révolutionnaire. Il s'en inspire d'ailleurs dans sa manière de combattre et dans sa stratégie militaire. C'est un adepte de la guerre de mouvement, des combats asymétriques, des coups de main plutôt que de l'engagement frontal. Il est très à l'aise dans les actions de nuit. Pour lui, les morts importent peu, seul le résultat compte. Est-il idéologue? Souhaite-t-il faire du Rwanda un pays d'égalité et de justice? Sa priorité est-elle véritablement de sauver les Tutsi? Pourquoi son offensive à la tête du FPR lancée le 6 avril, dès le déclenchement du génocide, a-t-elle quasiment cessé fin avril alors que les FAR ne lui opposaient plus qu'une faible résistance? Le rapport de force lui était alors indéniablement favorable. Lui qui a toujours revendiqué avoir stoppé le génocide n'a repris sa marche vers l'ouest du pays que lorsqu'il a appris l'arrivée des troupes françaises, fin juin. Pourquoi?

Assez rapidement au début de Turquoise, nous avons mis en place une structure de liaison auprès du FPR. Après tout, nous n'étions pas ses ennemis et nous voulions simplement connaître ses intentions. Jean-Christophe Ruffin, humanitaire et romancier, lauréat du prix Goncourt et désor-

mais ambassadeur au Sénégal, est notre émissaire et rencontre plusieurs fois Paul Kagamé. A travers les notes qu'il envoie à Paris et qui me sont transmises, je découvre, en creux, la duplicité du futur président rwandais. A plusieurs reprises nous chercherons avec l'ONU la collaboration de ce dernier afin d'obtenir un cessez-le-feu, mais le sort des populations ne semble pas le préoccuper. Au contraire, et l'on doit s'interroger sur l'opportunité même que représente pour lui l'opération Turquoise. Car en avançant sans cesse vers nos positions et en pratiquant une vengeance expéditive, il a poussé des centaines de milliers de personnes à l'exode en direction du Zaïre et du Burundi. Son entrée dans le pays en libérateur dont il liquidait tous les opposants sur son passage nous a de fait contraints à gérer une situation humanitaire qu'il n'aurait pas eu les moyens de surmonter seul. Ne lui rendions-nous pas service? A nous les malades, les déplacés, les réfugiés et les criminels, à lui le pouvoir. Il n'avait pas à craindre nos représailles, notre mission resterait pacifique tant qu'il ne s'en prendrait pas directement à nous. Plusieurs fois, je lui ai fait dire que sa victoire était indiscutable, que nous n'étions là que pour deux mois, et qu'à terme il contrôlerait la partie du pays où nous nous étions peu à peu installés. Il était donc inutile de continuer les

combats et il valait mieux négocier avec les FAR afin de maintenir la population au Rwanda et de rétablir en place le plus tôt possible une administration. Peine perdue. Sa soif du pouvoir passait avant tout.

Ayant une certaine idée des devoirs d'un soldat, je me suis montré dur envers le commandant de la MINUAR, le général Dallaire. J'ai eu en effet beaucoup de mal à comprendre son attitude. Lors de nos rencontres, malgré un réel désir de voir le droit et la justice triompher, il m'est toujours apparu comme un homme désarmé. Des années plus tard, dans un livre de Mémoires, *J'ai serré la main du diable*, il a lui aussi mis en doute les intentions de Kagamé, convaincu que ce dernier n'était pas si innocent. Mais, au moment du génocide, en dépit de ses bons sentiments, il m'a paru manquer de clairvoyance. Il y a des moments où il faut avoir le courage d'utiliser ses armes. Or Roméo Dallaire était complètement imprégné de tradition onusienne. L'armée canadienne, admirable au cours de la Seconde Guerre mondiale, n'avait depuis participé à aucune opération sinon les interpositions de l'ONU sous le chapitre VI, c'est-à-dire sans emploi de la force. Certes, il serait bien de vivre dans un monde où en cas de conflit il suffit de positionner des casques bleus désarmés entre les belligérants pour faire revenir

OPÉRATION TURQUOISE  
COMFORCE  
PC INTERARMÉES DE THÉÂTRE

GOMA, le 25 Juin 1994

ORDRE D'OPERATION N° 1

Référence : ordre d'opération TURQUOISE Message 1578/DEF/EMA/CCR/CD du  
22 juin 1994

2 annexes : - règles de comportement et d'engagement,  
- Communication.

Le général Jean Claude LAFOURCADE  
COMFORCE TURQUOISE

Destinataires

- COS
- S/GPT NOVEMBER
- S/GPT SIERRA
- AIR KISANGANI
- Détachement marine
- DETALAT
- FORCES SÉNÉGALAISES
- BSL
- PCLAT (diffusion interne)
- EMA/CCR (ATCR)



## **PRIMO : SITUATION**

### **11 - SITUATION GÉNÉRALE**

La guerre civile, réveillée par l'assassinat du président Rwandais le 6 avril 1994, a eu pour conséquence un génocide perpétré par certaines unités militaires rwandaises et par des milices Hutues à l'encontre de la minorité Tutsie, interrompant le processus de paix initié par les accords d'ARUSHA le 4 août 1993.

Depuis cet attentat, le FPR a étendu progressivement son contrôle à la partie orientale du pays à partir des zones qu'il occupait au moment de la signature des accords.

Cette situation a engendré des flux importants de réfugiés de toutes ethnies vers les pays limitrophes (OUGANDA - TANZANIE - BURUNDI - ZAIRE).

Dans ce contexte, la France a décidé d'intervenir dans le cadre du chapitre 7 de la Charte des Nations Unies afin d'arrêter les massacres en attendant le déploiement de la MINUAR II.

Face à cette décision, le FPR a manifesté son hostilité, envisageant de considérer les troupes françaises et leurs alliés comme des agresseurs.

La légitimité de notre action repose donc sur les principes suivants :

- L'intervention est menée sous l'égide des Nations Unies (chapitre 7 - résolution 929)
- Cette opération militaire est à dominante humanitaire.
- Notre action militaire vise à recréer les conditions d'une prise du dialogue amorcé à ARUSHA.
- Elle suppose de respecter une stricte neutralité vis à vis des parties prenantes au conflit et d'éviter tout contact armé avec le FPR.

### **12 - SITUATION PARTICULIÈRE**

#### **121. Situation militaire**

Après deux mois et demi de combat, le front patriotique rwandais (FPR) à majorité tutsi, s'est emparé des deux tiers du pays. Les forces armées rwandaises (FAR à dominante Hutu) ne contrôlent plus que l'ouest du pays et une partie de Kigali.

La ligne des contacts est la suivante :

- Au nord-ouest Ruhengeri-Shyorongi (15 Km nord-ouest de Kigali) ces deux localités aux mains des FAR.
- A Kigali, les FAR résistent dans les quartiers ouest, le FPR encercle la ville.
- Au sud-ouest, le FPR tient la zone Guitarama, Rutasira (20 Km nord Butaré) Muyaga (25 Km nord-ouest de Butaré).

Le FPR dispose d'une force d'environ 25 000 hommes articulée en bataillons d'infanterie et en deux ou trois bataillons d'appui (mortiers de 120 mm, de 82 mm et quelques LRM/BM21) il poursuit son offensive en direction de Butaré et pourrait mener une action sur Kibuyé. Le FPR est opposé à l'intervention Française. Il faut insister sur le fait que le FPR a de nombreuses fois montré sa capacité à mener de nuit des actions d'infanterie.

Les FAR, environ 20 000 hommes, sont articulées en bataillons d'infanterie, un bataillon blindé (17 AML) un bataillon d'artillerie (mortier de 120 et canons de 122) et une escadrille d'hélicoptères (dont trois gazelles armées). La gendarmerie, forte d'environ 7 000 hommes est articulée en groupements territoriaux et en deux bataillons d'intervention.

La mission d'interposition des nations unies et d'assistance au Rwanda (MINUAR) forte de 400 hommes est dirigée par le général canadien DALLAIRE. Elle est implantée à Kigali. Le conseil de sécurité a décidé de porter ses effectifs à 5 500 hommes, sans qu'aucune date de prise d'effet de cette décision puisse être avancée.

#### **122. Situation intérieure**

En parallèle aux opérations militaires, les milices Hutus et la garde présidentielle ont perpétré des massacres de Tutsi. Des massacres auraient été aussi commis en zone FPR. 200 à 500 000 personnes au total auraient été tuées.

Le 20 juin, 34 000 Tutsis étaient encore menacés :

- . 20 000 à Kigali,
- . 9 000 dans la région de Cyangugu,
- . 3000 dans la forêt de Nungwe (40 Km est de Cyangugu),
- . 1 500 à 2 000 dans la région de Butaré.

Dans le sud-ouest du pays, 17 000 Hutus ont trouvé refuge fuyant les combats :

- . 11 000 dans la province de GIKONGORO (25 Km nord-ouest Butaré)
- . 40 000 à Butaré et au sud de la ville
- . 20 000 dans la région de Cyanguu

Les milices continuent les tueries de Tutsis et s'en prennent aux Hutus modérés (à Butaré). Les miliciens ont mis en place des barrages sur tous les axes du sud-ouest, ils bloquent les frontières et effectuent des coups de mains pour enlever des Tutsis regroupés sous la supervision des ONG ou de l'armée.

### 123. Situation des réfugiés à l'extérieur du RWANDA

- . 410 000 personnes (principalement Hutu) ont fui en TANZANIE.
- . 8 000 Hutu ont fui en Ouganda. L'Ouganda, principal soutien du FPR, semble avoir diminué son soutien et appelé à la reprise des négociations.
- . 85 000 personnes (Hutu et Tutsi) se sont réfugiés au Burundi. La communauté Tutsi Burundaise soutient le FPR, 15 000 réfugiés des années 1960 sont rentrés au RWANDA en juin, plusieurs centaines de jeunes se sont enrôlés dans les rangs du FPR. Le gouvernement burundais est opposé à une action française transitant par le territoire burundais.
- . 12 000 rwandais se sont réfugiés au Zaïre (dont 3 000 à GOMA et 4 000 à BUKAVU).

Une importante communauté Tutsi vit dans la province du nord KIVU (GOMA). Elle s'est armée pour se protéger des exactions des populations autochtones et des unités Zaïroises. Le gouvernement Zaïrois a renforcé ses effectifs à la frontière du Rwanda, il est favorable aux FAR. L'opposition au régime du président MOBUTU a décidé de lancer une campagne de désobéissance civique à Bukavu à partir du 26 juin, elle condamne l'intervention française.

### 124. Possibilités des adversaires potentiels

- Dès notre arrivée, les forces gouvernementales et les miliciens s'efforcent de se rapprocher de nous en vue d'établir des contacts étroits et amicaux pour nous impliquer sur le plan politique. Trop de bienveillance à leur égard nous discréditerait vis à vis des autres nations et conférerait le FPR sur notre parti pris.

- Face à notre position de neutralité et à nos actions humanitaires au profit des 2 communautés, les menaces pourraient être les suivantes :

1) \* Initialement, les miliciens pourraient s'opposer, par la force, à notre progression vers les zones de regroupement Tutsi en nous interdisant de franchir les barrages ou en tendant des embuscades.

\* Ultérieurement, ils pourraient tenter d'enlever des déplacés sous notre protection en effectuant des coups de main contre les points de regroupement ou en attaquant les véhicules de transport de déplacés escortés par nos troupes.

\* En permanence, ils pourraient tenter d'intercepter nos véhicules logistiques pour s'emparer de leur contenu, au besoin par la force.

2) \* Initialement, des éléments isolés des FAR ou de la Gendarmerie pourraient ponctuellement prêter assistance aux miliciens.

\* Ultérieurement, en cas de tensions entre les FAR et les Forces Françaises, les unités gouvernementales pourraient nous interdire les axes sous leur contrôle et des éléments isolés, participer, avec les milices, à des actions contre les déplacés ou nos véhicules logistiques.

3) Le FPR pourrait tenter de prendre le contact avec nos unités pour rechercher l'affrontement :

- soit en accentuant sa poussée vers Kibuye,
- soit en s'emparant de Butaré puis en progressant vers l'ouest (GIKONGORO).

Par ailleurs, des éléments infiltrés (volume un groupe à une section) pourraient tenter d'effectuer un coup de main sur la base de Goma en profitant de complicités dans la communauté Tutsi qui réside ou qui est réfugiée au Nord Kivu.

### 13 - AMIS

- Le Zaïre facilite notre action et la soutient sur le plan international,
- Le Sénégal approuve l'opération et offre le concours de troupes sur le terrain (environ 300 hommes),
- L'Égypte, la Mauritanie, la Guinée pourraient offrir le concours de détachements symboliques (observateurs, équipes médicales),
- Les ONG, nombreuses sur le théâtre, peuvent afficher une réticence de principe tout en bénéficiant des conditions de sécurité rétablies par notre action.

#### 14 - POPULATION

L'attitude de la population, traumatisée par les événements et largement inspirée par l'obédience ethnique, peut varier de l'accueil amical à la méfiance à priori. Si les civils ne présentent pas de danger réel contre notre action, des attitudes collectives irrationnelles sont à envisager (émeutes de la faim, scènes de lynchage, déplacements massifs,....)

#### **SECUNDO : MISSION**

Mettre fin aux massacres partout où cela sera possible, éventuellement en utilisant la force.

Etre en mesure de passer le relais à la MINUAR II le moment venu.

#### **TERTIO : EXÉCUTION**

##### 31 - INTENTION

En vue d'instaurer au plus tôt les conditions de sécurité mettant un terme aux massacres en cours et permettant le déploiement ultérieur de la MINUAR 2,

je veux marquer d'emblée le caractère humanitaire de l'opération en assurant la protection de la zone de rassemblement de personnes déplacées de CYANGUGU.

A cet effet,

- Garantissant en permanence la sécurité de la force,
- N'agissant initialement qu'en zone sous contrôle du gouvernement Rwandais,
- Mettant en oeuvre les liaisons avec l'ensemble des parties concernées,

##### 1° TEMPS

Prendre le contrôle des installations aéroportuaires de GOMA - BUKAVU et KISANGANI et y deployer la force tout en me renseignant sur l'ensemble de ma zone d'action.

##### 2° TEMPS

Protéger les populations implantées sur la partie ouest du RWANDA en faisant un effort initial sur la zone de personnes déplacées de CYANGUGU.

##### 3° TEMPS

Contrôler progressivement la zone gouvernementale en s'engageant, sur décision politique, sur la direction GISENYI - RUHENGERI - KIGALI, en intervenant notamment sur les sites de regroupement de population menacés.

En mesure de passer ultérieurement le relais à la MINUAR 2.

#### 32 - ARTICULATION INITIALE

##### 321. KISANGANI

Éléments AIR (FAC) et MARINE (PATMAR)

##### 322. GOMA

a) Terre :

- PCIAT
- BSL
- DETALAT
- SOUS-GROUPEMENT NOVEMBER  
(EMT BOUAR - COMMOTO BOUAR - COMMOTO LIBREVILLE - ESCADRON BOUAR - COMPARA RÉUNION - SECTION MORTIERS LOURDS - SECTION GÉNIE)

b) Air

- CCOA - CCA - TACP - ESCALE - PUMAS SAR

##### 323. BUKAVU

a) Terre :

- Sous-groupeMENT SIERRA  
(EMT DJIBOUTI - COMMOTO DJIBOUTI - COMMOTO NÎMES)
- éventuellement : éléments Sénégalais
- EMMIR

b) Air :

- TACP

324. - Un détachement spécialisé du COS complète le dispositif

### 33 - MISSIONS

COS :

- missions générales de renseignement et de protection
- en mesure de conduire des opérations spéciales
- ordres particuliers du COMFORCE

SOUS-GROUPEMENT NOVEMBER :

Implanté à GOMA,

- assurer la sûreté d'ensemble du déploiement de la FORCE sur les sites de GOMA,
- assurer la protection particulière du BSL à l'aéroport,
- en mesure d'assurer, sur ordre, la protection des populations menacées dans la proche région de GISENYI en évitant tout dispositif fixe.

SOUS-GROUPEMENT SIERRA :

Implanté à BUKAVU, après relève du COS,

- assurer la protection de l'aéroport et de l'EMMIR,
- assurer la protection des populations menacées de la proche région de CYANGUGU,
- en mesure de prendre sous OPCON les éléments sénégalais.

ÉLÉMENTS AIR :

Implanté à GOMA, KISANGANI et BUKAVU,

- en mesure d'exécuter les missions suivantes :
  - . présence dissuasive
  - . reconnaissance photographique
  - . éventuellement actions aériennes avec utilisation de l'armement air/sol
- assurer la sécurité de la plate forme de KISANGANI

DÉTACHEMENT MARINE :

Implanté à KISANGANI,  
assurer sur ordre les fonctions de PC en vol et participer à la recherche du renseignement électromagnétique.

DETALAT :

Implanté à GOMA,  
Soutenir et, sur ordre, appuyer l'action des troupes au sol

BSL :

Implanté à GOMA,  
soutenir l'ensemble de la force TURQUOISE

### 34 - INSTRUCTIONS DE COORDINATION

341. Médiatisation  
(voir annexe communication)

342. Règles de comportement et d'engagement  
(voir annexe règles de comportement et d'engagement)

343. Limites - zones d'engagement

a) Forces Terrestres

Pour tous les éléments terrestres, il importe de ne jamais tomber sur des éléments FPR non repérés.

Pour les 1° et 2° temps de l'opération, la limite L1 à ne jamais dépasser est :

- pour le sous-groupe N : RWERERE - KANAMA  
NYAMYUMBA

- pour le sous groupe S : KIRAMBO - lisière ouest de la forêt de NYUNGWE  
BUGARAMA

Tout franchissement de L1 fera l'objet d'un ordre de conduite, précédé d'une action de renseignement.

b) Moyens aériens (ALAT - AIR - MARINE)

**A l'exception :**

- des trajectoires d'approche contrôlées (aux instruments et à vue) pour les aérodromes de GOMA et BUKAVU,
- des missions SAR et EVASAN déclenchées par le CCOA,
- des missions déclenchées sur ordre particulier du COMFORCE.

**Les conditions de survol du théâtre d'opération sont définies comme suit :**

- aéronefs à voilure fixe : survol interdit pour toute l'étendue du territoire et dans une zone tampon d'une largeur de 10 NM en territoire zaïrois à la frontière commune entre ces deux pays
- aéronefs à voilure tournante : idem voilure fixe sauf, après accord COMFORCE, zone définie comme suit : cercle de 15 NM autour de CYANGUGU et GISENYI.

*344 - Conduite à tenir vis-à-vis des engins explosifs*

Le Rwanda regorge après 3 ans de guerre d'engins et de munitions explosifs d'origines douteuses. Toute manipulation par des personnels non qualifiés est interdite.

**QUARTO : ADMINISTRATION - LOGISTIQUE**

Voir OAL

**QUINTO : COMMANDEMENT - LIAISONS**

- PC IAT implanté à GOMA,
- liaisons : voir OPT,

Le sous-groupe SIERRA sera renforcé d'un TRCT 1 et d'une valise INMARSAT.

**SEXTO : BESOINS EN RENS**

**1) POUR TOUTES LES ZONES**

- 11 - Identification et localisation des unités (FAR - FPR),
- 12 - Responsables civils (Bourgmestre et au dessus) et militaires (à partir de commandant de bataillon ou d'unités isolées) - Efficacité, compétence des membres de l'administration,
- 13 - Lieu d'implantation du gouvernement,
- 14 - Localisation des personnes menacées (Tutsi, Hutu, religieux...) nombre de personnes, nature de la menace, localisation de charniers,
- 15 - Localisation des camps de réfugiés, situation sanitaire, alimentaire, présence d'ONG (lesquelles),
- 16 - Foyer d'extrémisme : localisation des milices (nom du chef, volume, appartenance) et des barrages,
- 17 - Présence d'armement sol-air, antichar, d'hélicoptères, d'artillerie ou de mortiers, de blindés,
- 18 - Praticabilité des axes, localisation et nature des obstructions, présence de mines,
- 19 - Etat des aérodromes (CYANGUGU - GISENYI - BUTARE), zone de poser d'hélicoptères.

**2) EN ZONE NORD**

- 21 - Ligne des contacts FPR - FAR région Ruhengeri,
- 22 - Infiltration FPR dans le parc des volcans,
- 23 - Embarcations à moteur région GISENYI (inventaire, localisation, propriétaire).

**3) EN ZONE CENTRE**

- 31 - Ligne des contacts FPR - FAR entre GITARAMA et KIBUYE/ GITARAMA et MUKAMIRA,
- 32 - Infiltration FPR en direction de l'ouest à partir de GITARAMA.

#### 4) EN ZONE SUD

- 41 - Ligne des contacts FPR - FAR région BUTARE
- 42 - Infiltration FPR vers GIKONGORO et la région sud de BUTARE
- 43 - Infiltration de Tutsi armés à partir du Burundi (région est KJRUNDO)
- 44 - attitude des réfugiés Hutu Burundais région sud de BUTARE

#### 5) AU ZAÏRE

- 51 - Attitude de la communauté Banyarwandaise (Tutsi)  
Situation dans les camps de réfugiés,
- 52 - Infiltration de FPR à travers le parc des volcans côté Zaïrois,
- 53 - Localisation et dispositif des FAZ, de la DSP, de la Garde Civile (GACI) et de la gendarmerie dans la région de GOMA et de BUKAVU,
- 54 - Dispositif de protection Zaïrois autour de GOMA, de BUKAVU,
- 55 - Situation dans les camps de réfugiés à BUKAVU - UVIRA,
- 56 - Activité des rebelles armés au Nord KIVU - coopération avec le FPR,
- 57 - Attitude de l'opposition ou président MOBUTU (USOR) à BUKAVU et à GOMA.

\*\*\*\*\*

#### I) REGLES DE COMPORTEMENT.

L'opération TURQUOISE se déroule sous forte contrainte politique et médiatique. La légitimité de l'action de la FRANCE au RWANDA a été plusieurs fois mise en cause, et de nombreuses critiques vont accompagner le déroulement de l'opération. Il importe que tous les participants soient imprégnés de l'esprit de la mission et observent des règles de comportement compatibles avec les fondements suivants:

- Adapter une stricte neutralité vis-à-vis des factions en conflit, principalement les FAR (forces armées rwandaises, gouvernementales) et le FPR (front patriotique rwandais, composé de rebelles majoritairement Tutsis).  
L'armée française ne vient ni pour soutenir les FAR, ni pour combattre le FPR.

- L'opération est à forte dominante humanitaire. Il s'agit de sauver des vies menacées en de nombreux endroits du territoire rwandais. Cela doit se savoir, être visible, se traduire par de bonnes relations avec les ONG, et conduira la force TURQUOISE à marquer un effort soutenu envers les populations TUTSIES les plus directement menacées.

- Le but politique recherché est la remise en oeuvre des accords d'ARUSHA, appuyés avec détermination par la France. L'arrêt des massacres et l'observation d'un cessez-le-feu sont les conditions sine qua non de la reprise d'un dialogue entre les parties en présence. La communauté internationale s'est prononcée en faveur du processus initié à ARUSHA comme seule solution possible du conflit. La France reste déterminée dans son soutien à ce processus, donc à faire cesser les exactions.

- L'intervention française est menée sous l'égide de l'ONU.  
Il s'agit d'une action internationale, avec la participation d'états africains, menée dans un cadre juridique précis (Charte des Nations-Unies, chapitre VII résolution 929) et limitée dans le temps à une période de transition nécessaire à la MINUAR II pour se mettre en place.  
Dans le comportement des éléments de la force, il conviendra donc en particulier :

- de marquer une réelle distance vis à vis des FAR,
- d'éviter le contact avec le FPR,
- de mettre en valeur le rôle des alliés africains,
- d'afficher une grande compréhension vis à vis des journalistes et des ONG,
- d'insister sur l'aide apportée aux réfugiés TUTSIS,
- de ne jamais laisser, au RWANDA, de dispositif fixe pouvant s'enliser ou être compromis,
- en toute occasion, de manifester une extrême rigueur.

## II) REGLES D'ENGAGEMENT

Les règles d'engagements suivantes sont celles définies pour l'ensemble de l'opération TURQUOISE. Elles s'appliquent au seul territoire du RWANDA. Des règles particulières concernant le ZAIRE sont établies sous le timbre du Chef d'Etat-Major.

### 21) RISQUES

Des risques de confrontation existent avec trois grandes catégories de belligérants :

- FPR (front patriotique Rwandais)
- FAR (forces armées Rwandaises)
- Miliciens extrémistes (principalement Hutus)

D'autres risques peuvent exister, liés aux réactions irrationnelles de populations déplacées, traumatisées et sous alimentées.

### 22) REGLES GENERALES D'ENGAGEMENT

Référence : Message 1578/DEF/EMA/CCR/CD du 22 juin 1993

La sécurité de nos forces terrestres et aériennes d'intervention est une priorité. La légitime défense élargie comporte l'emploi de la force dans les situations suivantes:

- menace sur nos forces,
- menace dans la mission de protection des personnes, soit contre nos forces, soit contre les populations protégées,
- obstruction dans l'exécution de la mission de nos forces (dans ce cas l'accord du COMFORCE est à rechercher),
- **le commandant de la force pourra adapter ces règles d'engagement en fonction de la situation et en rendre compte au CEMA si les circonstances le permettent.**

Concernant l'emploi du feu aérien :

- l'ouverture du feu par les hélicoptères obéit aux règles d'engagement ci-dessus,
- l'ouverture initiale du feu par les avions d'armes pour l'appui aérien rapproché de nos forces est soumise initialement à l'autorisation du CEMA.

## 23) CAS PARTICULIERS

Sans prétendre à l'exhaustivité, certaines situations pouvant se présenter sont abordées ci-dessous.

### 231) PROBLEMES AVEC DES REFUGIES

Des groupes de réfugiés peuvent manifester de l'agressivité ou du dépit vis à vis de nos forces, notamment au cours des déploiements initiaux.

En cas de problèmes avec des personnes déplacées, il convient de ne faire usage des armes qu'en ultime recours, après épuisement de tous les autres moyens, et uniquement en cas de menace contre la sécurité de nos personnels.

a) Pour les détachements en déplacement, il conviendra de privilégier des arrêts courts. En cas d'afflux de cas réfugiés, rompre dès que possible le contact en expliquant que l'action humanitaire (distribution de vivres et de secours) ne dépend pas des détachements militaires.

b) Pour les détachements fixes, il conviendra d'adopter un dispositif protégeant les matériels sensibles, et de privilégier l'action d'explication décrite ci-dessus.

### 232) OBSTRUCTIONS DANS L'EXECUTION DE LA MISSION

#### a) Barrage FAR

- ne pas se montrer agressif
- chercher le contact avec l'autorité responsable
- négocier le passage avec fermeté
- n'ouvrir le feu qu'en cas de légitime défense.

#### b) Barrage FPR

Ce cas de figure ne doit pas se produire normalement. En cas de contact avec le FPR (embuscade, action de force), application des règles générales (chapitre 22). En cas d'arrivée imprévue sur un barrage FPR sans qu'il y ait ouverture du feu,

- ne pas chercher à poursuivre,
- ne pas se montrer agressif, tout en prenant un dispositif de sûreté dissuasif,
- entamer le dialogue si possible,
- rompre le contact en sûreté en cas d'évolution défavorable de la situation.
- n'ouvrir le feu qu'en cas de légitime défense.

### C) Barrage de miliciens

Le but à atteindre dans ce cas de figure est de passer en restant dans l'esprit de la mission :

- adopter une attitude déterminée et dissuasive,
- tenter de convaincre les interlocuteurs de laisser le passage libre,
- forcer si besoin le passage à l'aide des véhicules,
- marquer la détermination en utilisant, éventuellement, le jet de grenades OF et des tirs de semonce,
- ouvrir le feu dans le cadre de la légitime défense.

### 233) VOLUME MINIMUM DES DETACHEMENTS ISOLEES AU RWANDA

Jusqu'à nouvel ordre, le volume minimum d'un détachement agissant sur le territoire du RWANDA est celui de la section ou du peloton.

C'est le niveau convenable pour réagir en conduite aux cas concrets se présentant, tout en offrant la capacité dissuasive minimale.

L'ensemble des règles de comportement et d'engagement repose sur la bonne compréhension de l'esprit de la mission jusqu'aux plus bas échelons, mais aussi sur une démarche volontariste vis à vis du renseignement, afin d'éviter autant que possible de s'engager dans un compartiment de terrain totalement inconnu.

## Chronologie

- 1898 : Proclamation de la souveraineté allemande sur le Rwanda; maintien de la monarchie rwandaise dominée par les Tutsi.
- 1924 : Instauration du mandat belge sur le Rwanda; maintien de la monarchie et de l'aristocratie tutsi.
- 1959-1961 : Conduite par les Hutu et soutenue par l'Eglise catholique, la révolution sociale et politique rwandaise commence. La « Toussaint rwandaise » (novembre 1959) chasse du pays des dizaines de milliers de Tutsi.
- 1961 : La république est proclamée par les Hutu.
- 1959-1963 : 300 000 Tutsi environ se réfugient en Ouganda, au Burundi, au Zaïre et en Tanzanie. La moitié de la population tutsi est ainsi réfugiée à l'étranger.
- 1963 : **Décembre.** Offensive des exilés tutsi sur le Rwanda. Des représailles massives font 10 000 morts chez les Tutsi et provoquent l'élimination de leurs leaders.
- 1972 : Au Burundi voisin, insurrection hutu contre le pouvoir tutsi : 100 000 morts. La résistance burundaise hutu s'organise à partir du Rwanda.
- 1973 : Nouvelle offensive des Tutsi de l'extérieur. Au Rwanda, de nouvelles vagues de persécutions anti-Tutsi sont déclenchées, animées par les comités de